

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2350

26 septembre 2008

### SOMMAIRE

<b>ADD + Funds</b> .....	<b>112755</b>	<b>M.D.Z. S.A.</b> .....	<b>112760</b>
<b>AMBD SICAV</b> .....	<b>112800</b>	<b>M.G.C. Financière S.A.</b> .....	<b>112756</b>
<b>Aurikel International S.A.</b> .....	<b>112758</b>	<b>Moneta Holding (Luxembourg) S.A.</b> ....	<b>112757</b>
<b>Belair Lotissements S.A.</b> .....	<b>112755</b>	<b>Pitcairns Finance S.A.</b> .....	<b>112758</b>
<b>Bips FTSE/Xinhau China 25</b> .....	<b>112761</b>	<b>SBI Global Selection Fund</b> .....	<b>112799</b>
<b>Carima S.A.H.</b> .....	<b>112758</b>	<b>Sofingea</b> .....	<b>112754</b>
<b>Chanteloup Holding S.A.</b> .....	<b>112760</b>	<b>Sogedel</b> .....	<b>112760</b>
<b>Domino Finance S.A.</b> .....	<b>112759</b>	<b>S.Tile Investments S.A.</b> .....	<b>112800</b>
<b>Fingest</b> .....	<b>112754</b>	<b>Talassius S.A.</b> .....	<b>112754</b>
<b>Fondation I comme Icare</b> .....	<b>112799</b>	<b>Townley Corporation S.A.</b> .....	<b>112759</b>
<b>Heralda S.A.</b> .....	<b>112759</b>	<b>Variospecial SICAV-SIF</b> .....	<b>112787</b>
<b>ING (L) Liquid</b> .....	<b>112755</b>		

**Sofingea, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 109.164.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le mardi 14 octobre 2008 à 12.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 30 juin 2008;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2008;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008119119/546/18.

---

**Fingest, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 109.163.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le mardi 14 octobre 2008 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 30 juin 2008;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2008;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008119120/546/18.

---

**Talassius S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 30.137.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,**

qui aura lieu le 14 octobre 2008 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Décision de la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008120934/1023/17.

---

**ADD + Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 80.495.

Da die Generalversammlung vom 26. August 2008 das Anwesenheitsquorum nicht erreicht hat, lädt der Verwaltungsrat hiermit die Aktionäre zur

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der ADD+FUNDS ein, die sich am 29. Oktober 2008 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft hält.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Entscheidung hinsichtlich der Auflösung der Gesellschaft, gemäss Artikel 31 der Satzung der Gesellschaft, mit Wirkung zum 30. September 2008,
2. Ernennung eines Liquidators, Festlegung seiner Befugnisse und seiner Vergütung.

Um an der ausserordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen die Aktionäre von Inhaberaktien ihre Aktien fünf Arbeitstage vor der ausserordentlichen Generalversammlung beim Hauptsitz oder bei einer der Zweigstellen der Banque de Luxembourg, Société Anonyme, in Luxemburg hinterlegt haben.

Die Aktionäre werden davon in Kenntnis gesetzt, daß die Entscheidungen der ausserordentlichen Hauptversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum und die Entscheidungen von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen getroffen werden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2008120936/755/22.

---

**ING (L) Liquid, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 86.762.

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires de la Société se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg, 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le mardi 14 octobre 2008 à 14.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 juin 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008120929/584/20.

---

**Belair Lotissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1474 Luxembourg, 5, Sentier de l'Espérance.  
R.C.S. Luxembourg B 35.014.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de notre société sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra 7A, rue Thomas Edison Luxembourg-Strassen, le 13 octobre 2008 à 14.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2007;

2. Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2007;
3. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 2007;
4. Affectation du résultat de l'exercice 2007;
5. Décharge à donner au conseil d'administration et au commissaire;
6. Décision sur la continuation de la société en application de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008120408/592/19.

**M.G.C. Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 70.481.

L'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 12 mars 2008, n'ayant pas été régulièrement constituée et n'ayant donc pas pu délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

**SECONDE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 4 novembre 2008 à 10 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007; affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Divers.

suivie d'une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra à 14 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social à concurrence de sept cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 759.500,00) pour le porter de son montant actuel de cent dix mille euros (EUR 110.000,00) à huit cent soixante-neuf mille cinq cents euros (EUR 869.500,-) par la création et l'émission de trente mille trois cent quatre-vingts (30.380) actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et libération de l'augmentation de capital en espèces ou par incorporation au capital social d'un montant maximum de sept cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 759.500,00) à prélever sur les créances envers M.G.C. FINANCIERE S.A. de la société anonyme N.G.E. S.A., société de gestion de patrimoine familial, société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1145 Luxembourg, 180 rue des Aubépines.
2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article cinq des statuts de la société.
3. Annulation, dans l'article cinq des statuts, des paragraphes concernant le capital autorisé venu à échéance et non renouvelé.
4. Modification de l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:  
Art. 6) "La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.  
Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.  
En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive."
5. Modification de l'article sept des statuts comme suit:  
Art. 7) "Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.  
Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.  
Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion,

dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante."

6. Modification de l'article huit des statuts comme suit :

Art. 8) "Les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs ou, si le Conseil d'Administration est composé d'un seul membre, par la signature unique de celui-ci."

7. Ajout d'un paragraphe à l'article neuf des statuts : "Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au Conseil d'administration."

8. Ajout d'un paragraphe à l'article onze des statuts : "Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature."

9. Modification de l'article douze des statuts pour lui donner la teneur suivante: Art. 12) "La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables."

10. Divers.

Conformément à l'article 32-3 (3), la période de souscription s'ouvrira le 26 septembre 2008 et se terminera le 27 octobre 2008.

Tout actionnaire qui n'aura exprimé aucune volonté expresse de souscrire à l'augmentation de capital, ni procédé à aucun paiement en vue de l'augmentation de capital à l'expiration de la période de souscription, c'est-à-dire en date du 27 octobre 2008 au plus tard, sera considéré comme ayant expressément renoncé à son droit préférentiel de souscription.

Tout actionnaire désirant nommer un mandataire est tenu d'adresser le formulaire de procuration au siège social de la société au moins trois jours francs avant la date des assemblées.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008119498/81.

**Moneta Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 72.535.

The shareholders are hereby convened to the

**ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING HELD EXTRAORDINARILY**

which will be held on Monday, the 6th of October 2008 at 11.00 a.m. in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the liquidator.
2. Appointment of the private limited company COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, with its registered office in L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as auditor (commissaire-vérificateur) charged with the audit of the liquidation.
3. Convening of a general meeting with the following agenda:
  - a) Approval of the audit report.
  - b) Discharge to the liquidator for the performance of its mandate.
  - c) Closing of the liquidation.
  - d) Fixing of the place where the company's documents and vouchers are to be kept during the five years following the closing of the liquidation.
4. Sundry.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008116493/29/23.

**Carima S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 48.630.

Le conseil d'administration à l'honneur de convoquer les actionnaires de la société anonyme CARIMA S.A.H. à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 16 octobre 2008 à 16.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Suppression du terme holding à l'article 1<sup>er</sup> des statuts, modification de la dénomination sociale de la société en "CARIMA I S.A." et modification subséquente du premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.
2. Abandon du régime fiscal instauré par la loi luxembourgeoise du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et adoption d'un statut de société de participation (Soparfi) et modification subséquente de l'article 2 des statuts.
3. Suppression de la loi du 31 juillet 1929 à l'article 11 des statuts et modification subséquente de l'article 11 des statuts.
4. Divers.

Référence de publication: 2008112694/755/17.

---

**Pitcairns Finance S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 33.106.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ORDINARY GENERAL MEETING**

to be held extraordinarily at the registered office on *October 7th, 2008* at 11.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the Board of Directors concerning the annual accounts as at December 31st 2007;
2. Report of the Statutory Auditor on the annual accounts as at December 31st 2007;
3. Report of the Réviseur d'entreprises on the annual accounts as at December 31st 2007;
4. Approval of the annual accounts as at December 31st 2007;
5. Allocation of the results;
6. Discharge to the Directors, the Statutory Auditor and the Réviseur d'entreprises;
7. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008115776/565/18.

---

**Aurikel International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 41.073.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 6 octobre 2008 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008116784/833/18.

---

**Townley Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 8, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 80.917.

## An EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company will be held at the registered office on 6 October 2008 at 12.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. To ask the shareholders for funds by increase of capital or loan in the total amount of € 3.5 million, in order to be able to repay the debt to Fillattice SpA in the amount of € 3.5 million as demanded by the liquidator;
2. Acknowledgment of the resignation of Marcello Menegatto as director of the company and appointment of a new member to the Board of the company;
3. Miscellaneous.

September 12, 2008.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008118463/755/17.

---

**Domino Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 87.900.

Les actionnaires sont convoqués à une deuxième

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 13 octobre 2008 à 13h00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 1<sup>er</sup> septembre 2008, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008113183/29/18.

---

**Heralda S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 15.872.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 15 octobre 2008 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008120931/1023/16.

---

**Chanteloup Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 24.636.

Les actionnaires sont priés d'assister à:

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, le 6 octobre 2008 à 11 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes au 30 juin 2008
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Démission et nomination du Commissaire
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008112551/1212/19.

**Sogedel, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 18.571.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 3 octobre 2008 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels du 30 juin 2007 et des comptes annuels au 30 juin 2008 et affectation des résultats,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008114799/755/21.

**M.D.Z. S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 35.514.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 2 octobre 2008 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2008 et affectation des résultats,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,



- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008114800/755/21.

---

### **Bips FTSE/Xinhau China 25, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 141.628.

#### — STATUTES

In the year two thousand and eight, on twelfth of September.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared RBS (Luxembourg) S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.104.196 (the Shareholder);

here represented by Carole Combe, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Hesperange (Grand Duchy of Luxembourg) on 11 September 2008.

The said proxy, after having been initialed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

#### **Art. 1. Name**

1.1 There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, an investment company with variable capital (*société d'investissement à capital variable*) in the form of a public limited liability company (*société anonyme*) under the name "Bips FTSE/Xinhau China 25" (the Company).

1.2 Any reference to shareholders in the articles of association of the Company (the Articles) shall be a reference to 1 (one) shareholder only as long as the Company shall have 1 (one) shareholder.

#### **Art. 2. Registered office**

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the Board).

2.2 The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

#### **Art. 4. Object of the Company**

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board pursuant to article 18 hereof, and with the objective of paying out to shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Company.

4.2 The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by Part I of the act dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment as well as subsequent amendments and laws in relation thereto (the 2002 Act).

### **Art. 5. Share capital**

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at the equivalent in Hong Kong Dollar (HKD) to EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euros) to be reached within a period of six months as from the authorisation of the Company by the Luxembourg supervisory authority. The proceeds from the issue of shares, less a sales commission (sales charge), are invested in transferable securities of all types and other legally permissible assets in accordance with the investment policy as set forth by the Board and taking into account investment restrictions imposed by law.

5.3 The initial capital is HKD 341,000 (three hundred forty-one thousand Hong-Kong Dollars) divided into 341 (three hundred forty-one) registered shares of no par value.

5.4 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets of the Company will, if not already denominated in HKD, be converted into HKD. The capital of the Company equals the total of the net assets of all shares.

### **Art. 6. Shares**

6.1 Individual, collective and global certificates may be issued; no claim can be made on the issue of physical securities. The Company issues shares in registered form.

6.2 All registered shares issued by the Company are entered in the register of shareholders, which is kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. This register contains the names of the owners of registered shares, their permanent residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered shares held by them.

6.3 The entry of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership to such registered shares. The Company decides whether a certificate for such entry is delivered to the shareholder or whether the shareholder receives a written confirmation of its share holding.

6.4 The share certificates will be signed by two members of the Board. The signatures may be handwritten, printed or in the form of a facsimile. One of these signatures may be made by a person duly authorised to do so by the Board; in this case, it must be handwritten. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

6.5 The transfer of registered shares is effected:

(a) if share certificates have been issued, by delivery of the certificate or certificates representing these shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and

(b) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be entered in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Any transfer of registered shares will be entered in the register of shareholders. This entry will be signed by one or more members of the Board or by one or more other persons duly authorised to do so by the Board.

6.6 Shareholders entitled to receive registered shares must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. This address will also be entered into the register of shareholders.

6.7 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may have a notice to this effect entered into the register of shareholders. The shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by that shareholder. A shareholder may, at any time, change the address entered in the register of shareholders by means of a written notification to the registered office of the Company or to such other address as may be determined by the Company from time to time.

6.8 If a shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company. With the issuance of the new share certificate, which will be marked as a duplicate, the original share certificate being replaced shall become void.

6.9 Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

6.10 The Company may, at its discretion, charge the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate, to the shareholder.

6.11 The Company recognises only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of a share or shares is disputed, all persons claiming a right to those shares will appoint one owner to represent those shares towards the Company. The failure to appoint such an attorney results in the suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

6.12 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is so that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis. Certificates for bearer shares will only be issued for whole shares.

#### **Art. 7. Issue of shares**

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

7.2 Shares in the Company will be issued at the subscription price. The subscription price for shares corresponds to the net asset value per share (see articles 10 and 11) plus any sales charge, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

7.3 A process determined by the Board and described in the prospectus relating to the offering of shares of the Company (the Prospectus) shall govern the chronology of the issue of shares.

7.4 The subscription price is payable within a period determined by the Board, which may not exceed 5 (five) business days from the relevant valuation day, as determined as every such day on which the net asset value per share is calculated (the Valuation Day).

7.5 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.6 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from the auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company, and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the Company.

7.7 Applications for subscription are irrevocable, except - for the duration of such suspension - when the calculation of the net asset value has been suspended in accordance with article 11 of these Articles.

#### **Art. 8. Redemption of shares**

8.1 Any shareholder may request a redemption of all or part of his shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 11 of these Articles, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board which may not exceed 10 (ten) business days from the relevant Valuation Day, as determined in accordance with the current policy of the Board, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.

8.3 The redemption price per share corresponds to the net asset value per share less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus shall govern the chronology of the redemption of shares.

8.5 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any shareholder falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that shareholder's shares.

8.6 If, in addition, on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day, redemption applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Valuation Day following this period, these redemption applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.7 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any shareholder, subject to such shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the shareholder from the portfolio equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 10) as of the Valuation Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determine that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company.

8.8 All redeemed shares may be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 11 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

#### **Art. 9. Restrictions on ownership of shares**

- 9.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity,
- (a) if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, or
  - (b) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law, or

(c) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred, or

(d) if such person would not comply with specific eligibility criteria laid down in the Prospectus; (such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as restricted persons).

9.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where such registration or transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a restricted person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders or who seeks to register the transfer of shares in the register of shareholders to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests with a restricted person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a restricted person; and

(c) decline to accept the vote of any restricted person at the General Meeting; and

(d) instruct a shareholder to sell his shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within 10 business days of the sending of the relevant notice if the Company determines that a restricted person is the sole beneficial owner or is the beneficial owner together with other persons.

If the investor does not comply with the notice, the Company may, in accordance with the procedure described below, compulsorily redeem all shares held by such a shareholder or have this redemption carried out:

(1) The Company provides a second notice (purchase notice) to the investor or the owner of the shares to be redeemed, in accordance with the entry in the register of shareholders; this purchase notice designates the shares to be redeemed, the procedure under which the redemption price is calculated and the name of the acquirer.

Such purchase notice will be sent by registered post to the last known address or to the address listed in the Company's books. This purchase notice obliges the investor in question to send the share certificate or share certificates that represent the shares to the Company in accordance with the information in the purchase notice.

Immediately upon close of business on the date designated in the purchase notification, the shareholder's ownership of the shares which are designated in the purchase notice ends. The name of the shareholder is deleted from the register of shareholders.

(2) The price at which these shares are acquired (sales price) corresponds to an amount determined on the basis of the share value on a Valuation Day, or at some time during a Valuation Day, as determined by the Board, less any redemption fees incurred, if applicable. The purchase price is, less any redemption fees incurred, if applicable, the lesser of the share value calculated before the date of the purchase notification and the share value calculated on the day immediately following submission of the share certificate(s).

(3) The purchase price will be made available to the previous owner of these shares in the reference currency and deposited by the Company at a bank in Luxembourg or elsewhere (corresponding to the information in the purchase notification) after the final determination of the purchase price following the return of the share certificate(s) as designated in the purchase notification and their corresponding coupons that are not yet due. After the purchase notification has been provided and in accordance with the procedure outlined above, the previous owner no longer has any claim related to all or any of these shares and the previous owner also has no further claim against the Company or the Company's assets in connection with these shares, with the exception of the right to receive payment of the purchase price without interest from the named bank after actual delivery of the share certificate(s). All income from redemptions to which shareholders are entitled in accordance with the provisions of this paragraph may no longer be claimed and is forfeited as regards the respective shares unless such income is claimed within a period of five years after the date indicated in the purchase notification. The Board is authorised to take all necessary steps to return these amounts and to authorise the implementation of corresponding measures for the Company.

(4) The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the above-named powers in good faith.

9.3 Restricted persons as defined in these Articles are neither persons who subscribe shares for the duration of their share holding in connection with the formation of the Company nor securities dealers who subscribe shares in the Company for distribution.

#### **Art. 10. Calculation of net asset value per share**

10.1 The net asset value shall be expressed in HKD which is the reference currency of the Company (the Reference Currency), as a per share figure, and shall be determined in respect of each Valuation Day by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company less the liabilities, by the number of outstanding shares.

10.2 The valuation of the net asset value shall be made in the following manner:

(a) The assets of the Company shall be deemed to include:

(i) all cash on hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(iii) all securities, shares, bonds, debentures, swaps, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(iv) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company provided that the Company may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

(b) The net asset value of the Company shall be determined in accordance with the following rules:

(i) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, repaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(ii) The value of all securities which are listed or traded on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued on the basis of the last available prices on the Valuation Day or on the basis of the last available prices on the main market on which the investments of the Company are principally traded. The Board will approve a pricing service which will supply the above prices. If, in the opinion of the Board, such prices do not truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined in good faith by the Board either by reference to any other publicly available source or by reference to such other sources as it deems in its discretion appropriate.

(iii) Securities not listed or traded on a stock exchange or a regulated market will be valued on the basis of the probable sales price determined prudently and in good faith by the Board.

(iv) Securities issued by open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value or in accordance with item (ii) above where such securities are listed.

(v) The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such business day with respect to which a net asset value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

(vi) Liquid assets and securities or instruments normally dealt in on a money market which are liquid and have a value which can be accurately determined at any time (Money Market Instruments) may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method. This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the Company would receive if it sold the investment. The Company may, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. If the Board believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Board shall take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(vii) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows.

(viii) All other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair value, will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

(c) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(i) all borrowings, bills and other amounts due;

(ii) all administrative expenses due or accrued including but not limited to the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;

(iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;

(iv) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and



(v) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

(d) For the purpose of valuation under this article:

(i) Shares in respect of which the Board has issued a redemption notice or in respect of which a redemption request has been received, shall be treated as existing and taken into account on the relevant Valuation Day, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Company:

(ii) All investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the currency of denomination in which the net asset value of the Company is calculated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares;

(iii) Effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(iv) Where the Board is of the view that any redemption which is to be effected will have the result of requiring significant sales of assets in order to provide the required liquidity, the value may, at the discretion of the Board be effected at the actual bid prices of the underlying assets and not the last available prices. Similarly, should any subscription of shares result in a significant purchase of assets in the Company, the valuation may be done at the actual offer price of the underlying assets and not the last available price.

**Art. 11. Frequency and temporary suspension of the calculation of share value and of the issue and redemption of shares.**

11.1 The net asset value of shares issued by the Company shall be determined as set forth in the Prospectus, but no instance less than twice monthly, as the Board may decide.

11.2 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the net asset value of shares, the issue of shares to subscribers and the redemption of shares from its Shareholders:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the assets of the Company is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any asset of the Company may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange; and

(e) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

11.3 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption of their shares of such suspension.

**Art. 12. Board of directors**

12.1 The Company shall be managed by a Board of at least 3 (three) members. The director(s) of the Company, either shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. The director (s) may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

12.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task on his own behalf, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

12.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

12.4 Any member of the Board may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

12.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

**Art. 13. Board meetings**

13.1 The Board will elect from among its members a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

13.2 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

13.3 Meetings of the Board are convened by the chairman or by any other two members of the Board.

13.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written notice of any meeting of the Board will be given to all directors at least 1 day prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the nature of the emergency will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

13.5 The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

13.6 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

13.7 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

13.8 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

13.9 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

13.10 The Board can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

13.11 All resolutions of the Board shall require a simple majority of the directors present or represented at the Board meeting in which the quorum requirements set forth in the present article are met. In case of a tied vote the chairman shall have a casting vote.

13.12 Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

13.13 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

13.14 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

13.15 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

13.16 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual general meeting of the shareholders of the Company (the Annual General Meeting).

13.17 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

13.18 If a quorum of the Board cannot be reached due to a conflict of interest, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

**Art. 14. Powers of the board of directors**

14.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 18 of these Articles.

14.2 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting lie in the competence of the Board.

**Art. 15. Corporate signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

### **Art. 16. Delegation of powers**

16.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

16.2 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

### **Art. 17. Indemnification**

17.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

17.2 In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

### **Art. 18. Investment policies and restrictions**

18.1 The Board has, in particular, the power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2002 Act or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in the Prospectus.

18.2 In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the Company to comply with the following general investment restrictions and to invest in:

#### Eligible investments

18.3 The Company's investments may consist solely of:

- (a) transferable securities and Money Market Instruments admitted to official listing on a stock exchange in a European Union (EU) Member State;
- (b) transferable securities and Money Market Instruments dealt on another regulated market in an EU Member State;
- (c) transferable securities and Money Market Instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-EU Member State or dealt on another regulated market in any country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;
- (d) new issues of transferable securities and Money Market Instruments, provided that:
  - (i) the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or another regulated market referred to under item (a), (b) or (c) above;
  - (ii) such admission is secured within a year of issue;
- (e) units of undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) and/or other undertakings for collective investment (UCIs) within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of the Council Directive of 20 December 1985 relating to UCITS, whether situated in an EU Member State or not, provided that:
  - (i) such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
  - (ii) the level of protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and Money Market Instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;
  - (iii) the business of such other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
  - (iv) no more than 10% of the assets of the UCITS or of the other UCIs, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other UCITS or other UCIs;
- (f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in an EU Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down in EU law;
- (g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in subparagraphs (a), (b) and (c);



(h) Money Market Instruments other than those dealt in on a regulated market if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

(i) issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-EU Member State or, in the case of a federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more EU Member States belong, or

(ii) issued by an undertaking, any securities of which are listed on a stock exchange or dealt in on regulated markets referred to in subparagraphs (a), (b) or (c), or

(iii) issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by EU law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority to be at least as stringent as those laid down by EU law; or

(iv) issued by other bodies belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority provided that investments in such instruments are subject to investor protection rules equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least €10 million and which (i) represents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC, (ii) is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or (iii) is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

18.4 However, the Company may:

(a) invest up to 10% of its net assets in transferable securities and Money Market Instruments other than those referred to under paragraph 18.3 above; and

(b) hold liquid assets on an ancillary basis.

#### Risk diversification

18.5 In accordance with the principle of risk diversification, the Company is not permitted to invest more than 10% of its net assets in transferable securities or Money Market Instruments of one and the same issuer. The total value of the transferable securities and Money Market Instruments in each issuer in which more than 5% of the net assets are invested, must not exceed 40% of the value of the net assets of the Company. This limitation does not apply to deposits made with financial institutions subject to prudential supervision.

18.6 The Company is not permitted to invest more than 20% of its net assets in deposits made with the same body.

18.7 Notwithstanding the individual limits laid down in paragraphs 18.5 and 18.6, the Company may not combine:

(a) investments in transferable securities or Money Market Instruments issued by, and/or

(b) deposits made with

a single body in excess of 20% of its net assets.

18.8 The 10% limit set forth in paragraph 18.5 can be raised to a maximum of 25% in case of certain bonds issued by credit institutions which have their registered office in an EU Member State and are subject by law, in that particular country, to specific public supervision designed to ensure the protection of bondholders. In particular the funds which originate from the issue of these bonds are to be invested, in accordance with the law, in assets which sufficiently cover the financial obligations resulting from the issue throughout the entire life of the bonds and which are allocated preferentially to the payment of principal and interest in the event of the issuer's failure. Furthermore, if investments by the Company in such bonds with one and the same issuer represent more than 5% of its net assets, the total value of these investments may not exceed 80% of its net assets.

18.9 The 10% limit set forth in paragraph 18.5 can be raised to a maximum of 35% for transferable securities and Money Market Instruments that are issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities, by another OECD Member State, or by public international organisations of which one or more EU Member States are members.

18.10 Transferable securities and Money Market Instruments which fall under the special ruling given in paragraphs 18.8 and 18.9 are not counted when calculating the 40% risk diversification ceiling mentioned in paragraph 18.5.

18.11 The limits provided for in paragraphs 18.5 to 18.10 may not be combined, and thus investments in transferable securities or Money Market Instruments issued by the same body or in deposits or derivative instruments with this body shall under no circumstances exceed in total 35% of the net assets of the Company.

18.12 Companies which are included in the same group for the purposes of consolidated accounts, as defined in accordance with Directive 83/349/EEC or in accordance with recognised international accounting rules, are regarded as a single body for the purpose of calculating the limits in this article.

18.13 The Company may invest, on a cumulative basis, up to 20% of its net assets in transferable securities and Money Market Instruments of the same group.

#### Exceptions which can be made

18.14 Without prejudice to the limits laid down in the section "Investment prohibitions" below, the limits laid down in paragraphs 18.5 to 18.13 are raised to a maximum of 20% for investment in shares and/or bonds issued by the same

body if, according to the Prospectus, the investment objective and policy of the Company is to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the Luxembourg supervisory authority, on the following basis:

- (a) its composition is sufficiently diversified,
- (b) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- (c) it is published in an appropriate manner.

The above 20% limit may be raised to a maximum of 35%, but only in respect of a single body, where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in Regulated Markets where certain transferable securities or Money Market Instruments are highly dominant.

18.15 The Company is authorised, in accordance with the principle of risk diversification, to invest up to 100% of its net assets in transferable securities and Money Market Instruments from various offerings that are issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities, by another OECD Member State, or by public international organisations in which one or more EU Member States are members. These securities must be divided into at least six different issues, with securities from one and the same issue not exceeding 30% of the total net assets of the Company.

#### Investment in UCITS and/or other collective investment undertakings

18.16 The Company may acquire the units of UCITS and/or other UCIs referred to in paragraph 18.3 (e) provided that no more than 20% of its net assets are invested in units of a single UCITS or other UCIs. If the UCITS or the other UCIs have multiple compartments (within the meaning of article 133 of the 2002 Act) and the assets of a compartment may only be used to satisfy the rights of the shareholder relating to that compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that compartment, each compartment is considered as a separate issuer for the purposes of applying the above limit.

18.17 The Company may be prohibited under the terms of the Prospectus from investing more than 10 % of its assets in aggregate in units of UCITS and /or other UCIs referred to in paragraph 18.3 (e) in order to satisfy the requirements of article 18.1(e) of the UCITS Directive.

18.18 Investments made in units of UCIs other than UCITS may not exceed, in aggregate, 30% of the net assets of the Company.

When the Company has acquired units of UCITS and/or other UCIs, the assets of the respective UCITS or other UCIs do not have to be combined for the purposes of the limits laid down in paragraphs 18.5 to 18.13.

18.19 When the Company invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding, that management company or other company may not charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such other UCITS and/or other UCIs.

18.20 If the Company invests a substantial portion of its assets in other UCITS and/or other UCIs, the maximum level of the management fees that may be charged both to the Company itself and to the other UCITS and/or other UCIs in which it intends to invest, shall be disclosed in the Prospectus. The annual report of the Company shall indicate for the maximum proportion of management fees charged both to the Company and to the UCITS and/or other UCIs in which the Company invests.

#### Tolerances and multiple compartment issuers

18.21 If, because of reasons beyond the control of the Company or the exercising of subscription rights, the limits mentioned in this article are exceeded, the Company must have as a priority objective in its sale transactions to reduce these positions within the prescribed limits, taking into account the best interests of the shareholders.

18.22 Provided that they continue to observe the principles of risk diversification, the Company may deviate from the limits mentioned under paragraphs 18.3 to 18.18 above for a period of six months following the date of its incorporation.

If an issuer of investment instruments is a legal entity with multiple compartments and the assets of a compartment may only be used to satisfy the rights of the Shareholder relating to that compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that compartment, each compartment is considered as a separate issuer for the purposes of applying the limits set forth under paragraphs 18.3 to 18.14 and 18.15 to 18.18.

#### Investment prohibitions

18.23 The Company is prohibited from:

- (a) acquiring equities with voting rights that would enable the Company to exert a significant influence on the management of the issuer in question;
- (b) acquiring more than
  - (i) 10% of the non-voting equities of one and the same issuer,
  - (ii) 10% of the debt securities issued by one and the same issuer,
  - (iii) 10% of the Money Market Instruments issued by one and the same issuer, or

(iv) 25% of the units of one and the same UCITS and/or other UCI.

The limits laid down in the paragraph (ii), (iii) and (iv) may be disregarded at the time of acquisition if at that time the gross amount of the debt securities or of the Money Market Instruments, or the net amount of the securities in issue, cannot be calculated.

Transferable securities and Money Market Instruments which, in accordance with article 48, paragraph 3 of the 2002 Act are issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities, by another OECD Member State or which are issued by public international organisations of which one or more EU Member States are members are exempted from the above limits;

- (c) entering into financial derivative instruments dealt in over-the-counter;
- (d) selling transferable securities, Money Market Instruments and other assets short;
- (e) acquiring precious metals or related certificates;
- (f) investing in real estate and purchasing or selling commodities or commodities contracts;
- (g) borrowing money, unless:
  - (i) the borrowing is in the form of a back-to-back loan for the purchase of foreign currency;
  - (ii) the loan is only temporary and does not exceed 10% of the net assets of the Company;
  - (h) granting credits or acting as guarantor for third parties. This limitation does not refer to the purchase of transferable securities, Money Market Instruments and other assets that are not fully paid up.

#### Risk management and limits with regard to derivative instruments

18.24 The Company must employ a risk-management process which enables it to monitor and measure at any time the risk of the positions and their contribution to the overall risk profile of the portfolio.

18.25 The Company shall ensure that its global exposure relating to derivative instruments does not exceed the total net value of its portfolio.

The exposure is calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counterparty risk, future market movements and the time available to liquidate the positions.

The Company may invest in financial derivative instruments provided that the exposure to the underlying assets does not exceed in aggregate the investment limits laid down in paragraphs 18.5 to 18.13. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge from its investment objectives as laid down in the Prospectus.

When a Transferable Security or Money Market Instrument embeds a derivative, the latter must be taken into account when complying with the requirements of this article.

#### 18.26 Co-management and pooling

The Board may, in the best interest of the Company and as described in more detail in the Prospectus, decide that all or part of the assets of the Company will be jointly managed on a separate basis with other assets of other investors, including other undertakings for collective investment.

#### 18.27 Indirect investments

Investments may be directly or indirectly made through wholly-owned subsidiaries of the Company, in accordance with the respective decision made by the Board and as described in detail in the Prospectus. References to assets and investments in these Articles correspond either to investments made directly or to assets held directly for the Company or to such investments or assets that are made or held indirectly for the Company by the above-mentioned subsidiary.

#### 18.28 Techniques and instruments

The Company is authorised, as determined by the Board and in accordance with applicable laws and regulations, to use techniques and instruments that deal with securities and money-market instruments and other assets permitted by law, provided that such techniques and instruments are used for hedging or efficient portfolio management purposes.

### Art. 19. Auditor

19.1 The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an Auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

19.2 The Auditor fulfils all duties prescribed by the 2002 Act.

### Art. 20. General Meeting of shareholders of the Company

20.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the shareholders. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

20.2 The General Meeting meets when called by the Board. It shall be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice. In such case, the concerned shareholders must indicate the agenda of the meeting.

20.3 The Annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday in October of each

year at 4.30 p.m. If this day is a legal or banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting will be held on the next business day.

20.4 Other general meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

20.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

20.6 Notices to shareholders may be sent by registered mail only.

20.7 If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

20.8 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

20.9 The business transacted at any meeting of the shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

20.10 Each share is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders through a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a member of the Board of the Company.

20.11 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

**Art. 21. Financial year.** The financial year of the Company commences on 1st July each year and terminates on 30 June of the following year.

#### **Art. 22. Application of income**

22.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Company will be applied and may declare, or authorise the Board to declare, distributions.

22.2 For any distributions, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

22.3 Payments of distributions to shareholders will be made at their addresses in the register of shareholders.

22.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

22.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

22.6 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Company.

22.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Art. 23. Custodian**

23.1 To the extent required by law, the Company will enter into a custodian agreement with a bank or credit institution as defined by the act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the Custodian).

23.2 The Custodian will fulfil its obligations in accordance with the 2002 Act.

23.3 If the Custodian indicates its intention to terminate the custodial relationship, the Board will make every effort to find a successor custodian within two months of the effective date of the notice of termination of the custodian agreement. The Board may terminate the agreement with the Custodian but may not relieve the Custodian of its duties until a successor custodian has been appointed.

#### **Art. 24. Liquidation of the Company**

24.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in article 26 of these Articles.

24.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

24.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5 of these Articles; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

24.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 25. Liquidation**

25.1 If the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed in accordance with the provisions of the 2002 Act.

25.2 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

25.3 The liquidator(s) will realise the Company's assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the shareholders of the Company according to their respective prorata.

25.4 Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

**Art. 26. Amendments to the Articles.** These Articles may be amended by a General Meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act).

**Art. 27. Definitions.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons, whether incorporated or not.

**Art. 28. Applicable law.** All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 1915 Act and the 2002 Act. In case of conflict between the 1915 Act and the 2002 Act, the 2002 Act shall prevail.

*Transitional provisions*

The first business year begins today and ends on 30 June 2009.

The first Annual General Meeting will be held on 2009.

*Subscription*

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declare that it subscribes to the 341 (three hundred forty-one) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the Shareholder by payment in cash such that the sum of HKD 341,000 (three hundred forty-one thousand Hong-Kong Dollars) is from now on at the free disposal of the Company; proof thereof having been given to the officiating notary.

*Statement - Costs*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at six thousand five hundred euro (EUR 6,500,-).

*Extraordinary general meeting of shareholders*

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, considering himself to be duly convened, has proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and having stated that it was regularly constituted, she has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. the number of directors is set at three and that of the auditor (réviseur d'entreprises) at one;
2. the following persons are appointed as directors:
  - Iain Macleod, Independent Director, with professional address at 59, Cité Millewee, L-8064 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;
  - Benjamin Alfred Meyer, Co-Head of Exchange Traded Funds Business, Rand Merchant Bank, Equities, with professional address at 1 Merchant Place, Cnr Fredman Dr & Rivonia Road, Sandton, South Africa;
  - Justin Berkeley Clarke, (Non-Executive Director), Managing Director, Edu-Risk International Limited with professional address at 2 Carrickbrennan Lawn, Monkstown, Co. Dublin, Ireland.
3. PricewaterhouseCoopers S.à r.l., with registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, is appointed as external auditor of the Company;
4. the Company's registered office shall be at 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);
5. the term of office of all directors as directors of the Company shall end at the close of the Annual General Meeting to be held in October 2009; and
6. the term of office of the external auditor shall end at the close of the Annual General Meeting to be held in October 2009.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between English and the French versions, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le douze septembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire, résidant à Esch-sur-Alzette.

A comparu RBS (Luxembourg) S.A., une société de droit luxembourgeois, avec siège social à 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B.104.196 (l'Associé Unique);

ici représentée par Carole Combe, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg), le 11 septembre 2008.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de représentant de l'Associé Unique, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer et qu'il a arrêté comme suit:

#### **Art. 1<sup>er</sup>. Nom**

1.1 Est constituée, parmi les souscripteurs et toutes autres personnes qui deviendront détentrices des actions émises ci-après, une société d'investissement à capital variable sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «Bips FTSE Xinhau China 25» (la Société).

1.2 Toute référence aux actionnaires dans les statuts de la Société (les Statuts) est une référence à l'associé unique si la Société n'a qu'un seul associé.

#### **Art. 2. Siège social**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré vers tout autre lieu à l'intérieur du territoire du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale), délibérant selon la même procédure que pour la modification des Statuts. Il peut être transféré à l'intérieur de la municipalité de Luxembourg par une résolution du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration).

2.2 Le Conseil d'Administration peut en outre créer des bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

2.3 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société qui restera une société luxembourgeoise. La déclaration du transfert provisoire du siège social à l'étranger sera faite et portée à la connaissance des tiers par le mandataire de la Société le mieux placé dans les circonstances pour se faire.

**Art. 3. Durée.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

#### **Art. 4. Objet social**

4.1 La Société a pour objet social l'investissement des avoirs de la Société dans des valeurs mobilières et d'autres actifs autorisés par la loi conformément au principe de répartition des risques, dans les limites des politiques et restrictions d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration et conformément à l'article 18 des présents Statuts, et dans l'objectif de verser aux actionnaires les bénéfices résultant de la gestion des actifs de la Société, soit par la distribution ou par la capitalisation des revenus produits par les placements réalisés par la Société.

4.2 La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations qu'elle juge utiles et nécessaires à l'accomplissement et la mise en œuvre de l'objet de la Société au sens le plus large autorisé par la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la Loi de 2002).

#### **Art. 5. Capital social, catégorie d'actions**

5.1 Le capital social de la Société sera à tout moment égal au total des actifs nets de la Société et est représenté par des actions entièrement libérées n'ayant pas de valeur nominale.

5.2 Le capital social minimum, tel que prévu par la loi, est de l'équivalent en dollar de Hong Kong (HKD) de 1.250.000 EUR (un million deux cent cinquante mille euros) et doit être atteint dans un délai de six mois à partir de l'agrément de la Société par l'autorité de supervision luxembourgeoise. Les produits résultant de l'émission des actions, imputés d'une commission de vente (frais de vente) sont investis dans des valeurs mobilières de tous types ou autres avoirs légalement



autorisés conformément à la politique d'investissement tel qu'établie par le Conseil d'Administration et tenant compte des restrictions d'investissement imposées par la loi.

5.3 Le capital initial s'élève à 341.000 HKD (trois cent quarante et un mille dollars de Hong-Kong) divisé en 341 (trois cent quarante et une) actions nominatives sans valeur nominale.

5.4 En vue de déterminer le capital social de la Société, les actifs nets de la Société seront convertis en HKD si ils ne sont pas déjà libellés en HKD. Le capital social de la Société est équivalent à la valeur totale des actifs.

#### **Art. 6. Actions.**

6.1 Des certificats représentatifs des actions peuvent être émis de façon individuelle, collective ou globale; les titres sous forme physique ne pourront être émis le cas échéant. La Société émet des actions sous forme nominative.

6.2 Toutes les actions nominatives émises par la Société sont enregistrées dans le registre des actionnaires qui sera conservé par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées par la Société. Ce registre contient le nom des détenteurs d'actions nominatives, leur résidence permanente ou leur domicile élu correspondant aux informations fournies à la Société, ainsi que le nombre d'actions nominatives détenues.

6.3 L'inscription du nom de l'actionnaire dans le registre des actionnaires établit le droit de propriété sur les actions nominatives. La Société décide soit de délivrer à l'actionnaire un certificat pour cette inscription, soit de lui remettre une confirmation écrite de sa détention d'actions.

6.4 Deux membres du Conseil d'Administration devront apposer leur signature sur les certificats représentatifs d'actions. Ces signatures seront effectuées sous forme manuscrite, imprimée ou faxée. Une des deux signatures peut être apposée par une personne dûment autorisée à le faire par le Conseil d'Administration; et dans ce cas, elle doit être manuscrite. La Société peut délivrer des certificats d'actions provisoires sous toute forme déterminée par le Conseil d'Administration.

6.5 Le transfert d'actions nominatives est effectué:

(a) lorsque des certificats d'actions ont été émis, par la délivrance du ou des certificats représentant ces actions à la Société, avec les autres instruments de transferts requis par la Société, et

(b) lorsque des certificats d'actions n'ont pas été émis, par une déclaration écrite du transfert devant être intégré dans le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par les personnes possédant les mandats appropriés pour agir en leur nom. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit dans le registre des actionnaires. Cette inscription sera signée par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration ou par une ou plusieurs personnes autorisées à le faire par le Conseil d'Administration.

6.6 Les actionnaires ayant droit à souscrire à des actions nominatives doivent fournir à la Société une adresse à laquelle tous les avis et informations seront envoyés. Cette adresse sera également inscrite dans le registre des actionnaires.

6.7 Dans l'hypothèse où un actionnaire ne fournit pas d'adresse, la Société procédera à l'inscription d'une telle mention dans le registre des actionnaires. Le siège social de la Société sera utilisé comme l'adresse de l'actionnaire, ou toute autre adresse déterminée par la Société jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par cet actionnaire à la Société. Un actionnaire peut, à tout moment, modifier l'adresse inscrite au registre des actionnaires par notification écrite au siège social de la Société, ou à toute autre adresse indiquée par la Société.

6.8 Si un actionnaire apporte à la Société la preuve que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata du certificat d'Action peut être délivré à sa demande sous les conditions et garanties déterminées par la Société, incluant non limitativement un certificat délivré par une compagnie d'assurance. Au moment de la délivrance d'un nouveau certificat d'actions, contenant la mention de la qualité de duplicata, le certificat d'actions original remplacé deviendra nul.

6.9 Les certificats d'actions endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par de nouveaux certificats.

6.10 La Société peut, à sa discrétion, mettre à la charge de l'actionnaire, les frais, ainsi que toutes les dépenses raisonnables supportées par la Société en relation avec la délivrance et l'enregistrement d'un duplicata ou d'un nouveau certificat d'actions ou en relation avec l'annulation d'un certificat d'actions original.

6.11 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou si la propriété d'une action est contestée, toutes les personnes réclamant un droit sur ces actions nommeront un propriétaire pour représenter ces actions envers la Société. A défaut de nommer un tel représentant, l'exercice de tous droits liés à ces actions sera suspendu.

6.12 La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions. Ces fractions d'actions ne confèrent pas de droit de vote, sauf dans le cas où leur nombre est tel qu'elles représentent une action entière, mais donnent droit à participer de façon proportionnelle, aux actifs nets de la Société. Des certificats d'actions au porteur ne seront émis que pour des actions entières.

#### **Art. 7. Emission d'actions**

7.1 Le Conseil d'Administration est autorisé, sans limitation et à tout moment, à émettre un nombre illimité d'actions entièrement libérées sans réserver aux actionnaires existant un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

7.2 Les actions de la Société seront émises au prix de souscription. Le prix de souscription pour les actions correspond à la valeur nette d'inventaire par action (voir articles 10 et 11) majorée des frais de vente, le cas échéant. Des frais supplémentaires peuvent être appliqués si les distributeurs et les agents payeurs ont été impliqués dans une transaction.

Le prix de souscription concerné peut être arrondi à l'unité supérieure ou inférieure de la devise dans laquelle il est payé, tel que déterminé par le Conseil d'Administration.

7.3 Une procédure déterminée par le Conseil d'Administration et décrite dans le prospectus relatif à l'offre d'actions de la Société (le Prospectus), régira la chronologie de l'émission d'actions.

7.4 Le paiement du prix de souscription doit être effectuée durant une période déterminée par le Conseil d'Administration, qui ne peut excéder 5 (cinq) jours ouvrables à partir du jour d'évaluation concerné, défini comme le jour durant lequel la valeur nette d'inventaire par action pour une catégorie d'actions donnée ou un Compartiment, est calculée (le Jour d'Évaluation).

7.5 Le Conseil d'Administration peut permettre à chacun de ses membres, directeur, agent, ou à tout autre mandataire de la Société, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir en paiement le prix des nouvelles actions à émettre, ainsi que le pouvoir de les délivrer.

7.6 La Société peut consentir à émettre des actions en contribution d'un apport d'actifs en nature, conformément à la loi luxembourgeoise, en respectant particulièrement l'obligation de fournir un rapport d'évaluation établi par le réviseur d'entreprises agréé de la Société, et pour autant que ces actifs sont conformes aux objectifs et politiques d'investissement de la Société.

7.7 Toute demande de souscription est irrévocable, sauf - pour la durée d'une telle suspension - lorsque le calcul de la valeur nette d'inventaire est suspendu conformément à l'article 11 des présents Statuts.

#### **Art. 8. Rachat d'actions**

8.1 Chaque actionnaire peut demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société, conformément aux conditions et procédures établies par le Conseil d'Administration dans le Prospectus et dans les limites déterminées par la loi et les présents Statuts.

8.2 Conformément aux dispositions de l'article 11 des présents Statuts, le prix de rachat par action devra être payé dans les limites d'une période déterminée par le Conseil d'Administration qui ne peut excéder 10 (dix) jours ouvrables à partir du Jour d'Évaluation concerné, suivant la politique actuelle du Conseil d'Administration, à condition que tous certificats d'actions émis et autres documents de transfert aient été réceptionnés par la Société.

8.3 Le prix de rachat par action correspond à la valeur nette d'inventaire par action imputée des frais de rachat, le cas échéant. Des frais supplémentaires peuvent être appliqués si les distributeurs et les agents payeurs ont été impliqués dans une transaction. Le prix de souscription concerné peut être arrondi à l'unité supérieure ou inférieure de la devise dans laquelle il est payé, tel que déterminé par le Conseil d'Administration.

8.4 Une procédure déterminée par le Conseil d'Administration et décrite dans le Prospectus régira la chronologie de rachat d'actions.

8.5 Lorsqu'une demande de rachat a pour conséquence une diminution du nombre ou de la valeur des actions détenues par un actionnaire sous le nombre ou la valeur minimum déterminés par le Conseil d'Administration dans le Prospectus, la Société peut décider de traiter cette demande comme une demande de rachat de toutes les actions de cet actionnaire.

8.6 Par ailleurs, lors d'un Jour d'Évaluation ou à tout moment durant un Jour d'Évaluation, des demandes de rachat telles que définies dans cet article excèdent un certain niveau fixé par le Conseil d'Administration en relation avec les actions, le Conseil d'Administration peut, d'une manière qu'il juge appropriée, décider de réduire de façon proportionnelle tout ou partie des demandes de rachat pour une certaine période, dans le meilleur intérêt de la Société. La partie des rachats qui n'a pas été effectuée sera ensuite effectuée prioritairement au Jour d'Évaluation suivant cette période, ces demandes de rachat seront prioritaires et seront traitées avant les autres demandes (elles seront néanmoins toujours soumises aux limites prémentionnées).

8.7 La Société peut effectuer le paiement du prix de rachat dû à chaque actionnaire, sous réserve de l'accord de cet actionnaire, in specie en allouant à cet actionnaire des avoirs provenant du portefeuille équivalents à la valeur des actions à racheter (calculée conformément à l'article 10) au Jour d'Évaluation ou au moment d'évaluation où le prix de rachat est calculé si la Société estime qu'une telle transaction ne portera pas de dommages aux intérêts des actionnaires restants. La nature et le type d'avoirs à transférer dans ce cas seront déterminés sur base équitable et raisonnable et sans préjudice des intérêts des autres actionnaires. L'évaluation utilisée sera confirmée par un rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé de la Société.

8.8 Toutes les actions rachetées seront annulées.

8.9 Toutes les demandes de rachat sont irrévocables, sauf - dans chaque cas pour la durée d'une telle suspension - conformément à l'article 11 des présents Statuts, lorsque le calcul de la valeur nette d'inventaire a été suspendu ou lorsque le rachat a été suspendu tel que prévu dans le présent article.

#### **Art. 9. Restrictions à la propriété d'actions**

9.1 La Société peut restreindre ou interdire la propriété d'actions de la Société à toute personne physique ou morale,

(a) si, de l'avis de la Société, une telle possession peut être préjudiciable à la Société,

(b) si il en résulte une violation par la Société de la réglementation ou de la législation luxembourgeoise ou étrangère,

(c) si cela fait supporter à la Société des désavantages fiscaux ou autres désavantages financiers qu'elle n'aurait pas subis autrement,



(d) si cette personne ne se conforme pas aux critères d'éligibilité décrits dans le Prospectus (ces personnes physiques ou morales sont à déterminer par le Conseil d'Administration et sont désignées dans les présents Statuts comme des Personnes Non Eligibles).

9.2 A de telles fins, la Société peut:

(a) refuser d'émettre toutes actions et refuser d'enregistrer tout transfert d'actions, lorsqu'il lui apparaît que tel enregistrement ou transfert entraînerait l'acquisition d'un droit de propriété ou ses bénéficiaires à une Personne Non Eligible; et

(b) à tout moment, demander à toute personne dont le nom est inscrit dans le registre des actionnaires ou dont l'objectif est d'y enregistrer un transfert d'actions, de lui fournir toute information, accompagnée d'une déclaration sous serment, qu'elle considère nécessaire pour déterminer si le bénéficiaire de telles actions est une Personne Non Eligible, ou si une Personne Non Eligible deviendrait bénéficiaire de telles actions suite à un tel enregistrement; et

(c) refuser la validité du vote d'une Personne Non Eligible à l'Assemblée Générale des Actionnaires; et

(d) ordonner à un actionnaire de vendre ses actions et fournir à la Société la preuve que cette vente a été effectuée dans les 10 jours à compter de la notification afférente si la Société détermine qu'une Personne Non Eligible est l'unique bénéficiaire ou l'est conjointement avec d'autres personnes.

Si l'investisseur ne se conforme pas à cette notification, la Société peut, conformément à la procédure décrite ci-dessous, imposer le rachat à cet actionnaire ou faire racheter toutes les actions détenues par cet actionnaire:

(1) La Société signifiera une deuxième notification (la Notice d'Achat) à l'investisseur ou le détenteur des actions à racheter, conformément à l'inscription dans le registre des actionnaires; cette Notice d'Achat contient les actions à racheter, la procédure selon laquelle le prix de rachat est calculé ainsi que le nom de l'acquéreur.

Cette Notice d'Achat sera envoyée par lettre recommandée à la dernière adresse connue ou à l'adresse inscrite dans les registres de la Société. Cette Notice d'Achat oblige l'investisseur concerné à envoyer le ou les certificats d'actions représentant les actions conformément aux informations contenues dans la Notice d'Achat.

Dès la fin du jour ouvrable indiqué dans la Notice d'Achat, l'actionnaire cessera d'être le propriétaire des actions indiquées dans la Notice d'Achat. Le nom de l'actionnaire est effacé du registre des actionnaires.

(2) Le prix auquel ces actions sont achetées (le Prix de Vente) correspond à un montant déterminé sur base de la valeur d'action au Jour d'Évaluation, ou à tout moment durant un Jour d'Évaluation tel que déterminé par le Conseil d'Administration, imputé de tous les frais de rachat engendrés, le cas échéant. Le prix de d'achat, imputé des frais de rachat qui en découlent, le cas échéant, est le montant le moins élevé entre la valeur d'action calculée avant la date de la Notice d'Achat et la valeur d'action calculée le jour suivant immédiatement la soumission du ou des certificats d'actions.

(3) Le prix d'achat sera mis à la disposition de l'ancien propriétaire de ces actions dans la devise de référence et déposé par la Société dans une banque luxembourgeoise ou étrangère (tel qu'indiqué dans la Notice d'Achat) après détermination finale du prix d'achat suivant la remise du ou des certificats d'actions désignés dans la notice d'achat et des coupons correspondants qui ne sont pas encore échus. Après remise de la Notice d'Achat et conformément à la procédure décrite ci-dessus, l'ancien propriétaire n'a plus de créance liée à ces actions et n'aura plus aucune créance vis-à-vis de la Société ou de ses avoirs relatifs à ces actions, à l'exception du droit de recevoir le paiement du prix d'achat sans intérêt de ladite banque suivant la remise effective du ou des certificats d'actions. Tout produit des rachats dont les actionnaires ont droit au sens du présent alinéa ne peut plus être réclamé et est prescrit eu égard aux actions respectives à moins que ce produit soit réclamé dans un délai de cinq ans à compter de la date indiquée dans la Notice d'Achat. Le Conseil d'Administration est autorisé à entreprendre toutes les démarches nécessaires afin de récupérer ces montants et autoriser la mise en œuvre des mesures correspondantes au nom de la Société.

(4) L'exercice par la Société, des pouvoirs conférés par le présent article ne sera en aucun cas remis en cause ou invalidé en raison de preuves insuffisantes de la propriété des actions ou du fait que la réelle propriété des actions était différente de celle apparue à la Société à la date de notice d'achat, à condition que lesdits pouvoirs aient été exercés par la Société de bonne foi.

9.3 Le terme Personnes Non Eligibles tel que défini dans les présents Statuts ne comprend ni les personnes dont la souscription d'action, pour la durée de leur actionariat, est liée à la constitution de la Société, ni les distributeurs qui souscrivent à des actions dans la Société en vue de leur distribution.

#### **Art. 10. Calcul de la valeur nette d'inventaire par action**

10.1 La valeur nette d'inventaire est exprimée en HKD, devise de référence de la Société (la Devise de Référence) par action et sera déterminée à chaque Jour d'Évaluation en divisant les actifs nets de la Société, c'est-à-dire la valeur des actifs de la Société moins les obligations, par le nombre d'actions en circulation.

10.2 L'évaluation de la valeur nette d'inventaire se fera de la manière suivante:

(a) Les actifs de la Société comprennent:

(i) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus;

(ii) toutes les effets et billets payables à vue et comptes exigibles (y compris le résultat de la vente de titres mais non encore encaissé);

(iii) tous les titres, toutes les actions, obligations, tous les titres obligataires, swaps, droits d'option ou de souscription et tous autres investissements et titres appartenant à la Société;

(iv) tous les dividendes en espèce ou en nature, et les dividendes à recevoir par la Société dans la mesure où la Société peut ajuster l'évaluation aux fluctuations de la valeur marché dues aux usages commerciaux telles que la vente ex-coupons ou ex-droits;

(v) tous les intérêts courus sur tous les avoirs portant intérêt qui sont la propriété de la Société sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans la valeur attribuée à ces avoirs;

(vi) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;

(vii) tous les autres avoirs de tous types et de toutes natures y compris les dépenses payées d'avance.

(b) La valeur de l'actif net de la Société sera déterminée conformément aux règles suivantes:

(i) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes en espèce et intérêts annoncés ou venus à échéance mais non encore encaissés sera la valeur totale de ceux-ci, sauf toutefois s'il est improbable que le paiement soit effectué, auquel cas, la valeur sera déterminée en retranchant un montant estimé adéquat pour refléter la valeur réelle de ces avoirs;

(ii) la valeur de tous les titres cotés et négociés sur une bourse officielle ou sur un autre marché réglementé sera évaluée sur base des derniers prix disponibles au Jour d'Evaluation ou sur base des derniers prix disponibles sur le marché principal sur lequel les investissements de la Société sont principalement négociés. Le Conseil d'Administration nommera un service de détermination des prix qui fournira les prix mentionnés ci-dessus. Si, d'avis du Conseil d'Administration, ces prix ne reflètent pas la valeur de marché équitable des titres concernés, la valeur de ces titres sera déterminée de bonne foi par le Conseil d'Administration en se référant soit à une autre source publiquement disponible, soit à d'autres sources qu'il estime, à son entière discrétion, appropriées;

(iii) les titres qui ne sont pas cotés ou négociés sur une bourse ou un marché réglementé seront évalués sur base des prix de vente attendus déterminés avec prudence et de bonne foi par le Conseil d'Administration;

(iv) les titres émis par des fonds d'investissement de type ouvert seront évalués à leur dernière valeur nette d'inventaire disponible ou conformément au point (ii) ci-dessus lorsque les titres sont cotés;

(v) la valeur de liquidation des futures, contrats à terme ou d'options négociés sur des marchés d'échange ou d'autres marchés organisés sera basée sur les derniers prix de règlement de ces contrats sur les marchés d'échange et les marchés organisés sur lesquels ces futures, contrats à terme ou d'options particuliers sont négociés; si le future, contrat à terme ou l'option ne peut être liquidé au jour où la valeur nette d'inventaire est déterminée, la base pour déterminer la valeur liquidative de ce contrat sera la valeur jugée équitable et raisonnable par le Conseil d'Administration utilisant des procédures d'évaluation;

(vi) les actifs disponibles et titres ou instruments normalement négociés sur un marché monétaire qui sont liquides et dont la valeur peut être estimée de manière précise à tout moment (Instruments du Marché Monétaire) peuvent être évalués sur valeur nominale majorée de tout intérêt accumulé ou en utilisant une méthode d'amortissement des coûts. Cette méthode d'amortissement des coûts peut entraîner des périodes pendant lesquelles la valeur dévie du prix que la Société recevrait si l'investissement était vendu. La Société peut périodiquement évaluer cette méthode d'évaluation et recommander des modifications, si nécessaires, afin d'assurer que les actifs seront évalués à une valeur juste comme déterminées en bonne foi suivant les procédures établies par le Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration estime que la déviation du coût amorti par action résultera en une dilution matérielle ou en résultats injustes envers les Actionnaires, le Conseil d'Administration peut, prendre des dispositions correctives de la manière qu'il estime appropriée afin d'éliminer ou de réduire dans la mesure raisonnablement praticable, la dilution ou les résultats injustes;

(vii) les opérations de swap seront évaluées de façon constante sur base du calcul de la valeur nette actuelle de leurs mouvements de trésorerie attendus;

(viii) tous les autres titres et autres avoirs admissibles ainsi que tous avoirs mentionnés ci-dessus pour lesquels une évaluation selon les paragraphes ci-dessus ne serait pas possible ou réalisable, ou ne serait pas représentative de leur valeur équitable, seront évalués à la valeur équitable du marché, telle que déterminée de bonne foi selon les procédures établies par le Conseil d'Administration.

(c) Le Passif de la Société comprendront:

(i) tous les emprunts, effets et comptes exigibles;

(ii) toutes les dépenses administratives en cours ou à payer, mais sans limitation aux frais de constitution et d'enregistrement auprès des autorités régulatrices; ainsi que les frais et dépenses légaux, d'audit, de gestion, d'agent dépositaire et payeur, d'administration de la société et d'administration centrale; les coûts de publications légales, de prospectus, de bilans financiers et d'autres documents mis à la disposition des actionnaires, les frais de traduction et de manière générale toutes les autres dépenses liées à l'administration de la Société;

(iii) toutes les dettes connues, présentes ou futures, y compris les obligations contractuelles à échéance pour le paiement d'argent ou de propriété; y compris le montant de tous les dividendes annoncés par la Société pour lesquels aucun coupon d'a été présenté et qui restent donc impayés jusqu'au jour ou ces dividendes reviennent à la Société par prescription;

(iv) une provision appropriée pour les impôts futurs sur le capital ou sur le revenu encourus au Jour d'Évaluation concerné, et toutes autres réserves autorisées et approuvées par le Conseil d'Administration; et

(v) toute autre dette de la Société de quelle nature que ce soit envers des tiers.

(d) Pour les besoins d'évaluation selon le présent article:

(i) Les actions pour lesquelles le Conseil d'Administration a émis un avis de rachat ou pour lesquelles une demande de rachat a été introduite, seront considérées comme existantes et prises en compte au Jour d'Évaluation concerné, et à partir de ce moment jusqu'au jour où elles auront été payées, le prix de rachat sera considéré comme étant une dette de la Société;

(ii) Tous les investissements, avoirs en caisse et autres actifs de la Société exprimés en devises autres que la devise de dénomination dans laquelle la valeur nette d'inventaire de la Société est calculée, seront évalués après la prise en compte des taux du marché ou les taux de change en vigueur au moment de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions;

(iii) Dans une mesure praticable, il sera donné effet au Jour d'Évaluation à tout achat ou à toute vente de titres contracté par la Société à ce Jour d'Évaluation; et

(iv) Lorsque le Conseil d'Administration est d'avis qu'un rachat à effectuer aura pour conséquence l'obligation de vendre une partie importante des avoirs afin de garantir des liquidités suffisantes, la valeur peut, à la discrétion du Conseil d'Administration être effectuée au prix d'achat des actifs sous-jacents et non au dernier prix disponible. De même, si une souscription à des actions a pour conséquence un achat important dans la Société, l'évaluation peut être effectuée aux prix de vente en vigueur des actifs sous-jacents et non au dernier prix disponible.

#### **Art. 11. Fréquence et suspension temporaire de la valeur nette d'inventaire par action, et de l'émission et rachat d'actions.**

11.1 La valeur nette d'inventaire des actions émises par la Société doit être calculée périodiquement tel que décrit dans le Prospectus, mais en aucun cas moins de deux fois par mois, selon la décision du Conseil d'Administration.

11.2 La Société peut à tout moment et périodiquement suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions, ainsi que l'émission d'actions pour des souscripteurs et le rachat d'actions de ses actionnaires:

(a) durant la période pendant laquelle une ou plusieurs bourses ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des avoirs de la Société sont évalués, ou si un ou plusieurs marchés des échanges dans la devise dans laquelle une partie substantielle des avoirs de la Société sont dénommés, sont fermés pour une raison autre que les congés réguliers, ou pendant laquelle les transactions y sont restreintes ou suspendues;

(b) lorsque la disposition des avoirs de la Société n'est pas raisonnablement ou normalement praticable sans être sérieusement préjudiciable aux intérêts des actionnaires suite à des événements politiques, économiques, militaires ou monétaires ou tout autre circonstance hors responsabilité ou contrôle du Conseil d'Administration;

(c) en cas de rupture des moyens de communication ou de calcul normalement utilisés pour déterminer la valeur d'un investissement de la Société, ou si pour une raison en dehors de la responsabilité du Conseil d'Administration, la valeur d'un avoir de la Société ne peut être déterminée aussi rapidement et précisément que nécessaire;

(d) si, pour une raison de restriction des échanges ou toute autre restrictions touchant le transfert de fonds, les transactions au nom de la Société sont rendues impraticables ou si l'achat ou la vente des avoirs de la Société ne peut être effectué à des taux de change normaux; et

(e) sur publication d'une convocation d'une Assemblée Générale ayant pour objectif la liquidation de la Société.

11.3 Pareille suspension peut être notifiée par la Société de la manière qu'elle juge appropriée aux personnes susceptibles d'en être affectées. La Société doit informer de cette suspension les actionnaires demandant le rachat de leurs actions.

#### **Art. 12. Conseil d'administration**

12.1 La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins 3 (trois) membres. Les administrateurs de la Société, qu'ils soient actionnaires ou non, sont nommés lors d'une Assemblée Générale pour une durée qui ne peut excéder 6 (six) années. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment et à l'entière discrétion de l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration sera élu par les actionnaires à l'Assemblée Générale qui déterminera également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat.

12.2 Lorsqu'une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne morale doit désigner un représentant permanent en vue d'accomplir cette mission en son nom et pour son compte (le Représentant). Le Représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourt la même responsabilité, que s'il accomplissait cette tâche en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité conjointe de la Personne Morale. La Personne morale ne peut révoquer le Représentant à moins de nommer simultanément un nouveau représentant permanent.

12.3 Les membres du Conseil d'Administration sont élus par un vote à la majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée Générale concernée.

12.4 Tout membre du Conseil d'Administration peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par une décision adoptée par l'Assemblée Générale.

12.5 En cas de vacance d'un membre du Conseil d'Administration, les administrateurs restants peuvent combler temporairement cette vacance; les actionnaires prendront une décision finale concernant cette nomination lors de la prochaine Assemblée Générale.

### **Art. 13. Réunion du Conseil d'Administration**

13.1 Le Conseil d'Administration élira un président parmi ses membres. Il peut également choisir un secrétaire, administrateur ou non, qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut se réunir sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation de la réunion.

13.2 Le président présidera toutes les Assemblées Générales et toutes les réunions du Conseil d'Administration. En son absence, l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration, nommera une autre personne en tant que président pro tempore par vote à la majorité des personnes présentes ou par procuration à cette réunion.

13.3 Les Réunions du Conseil d'Administrations sont convoquées par le président ou deux membres du Conseil d'Administration.

13.4 Les administrateurs seront convoqués séparément pour chaque réunion du Conseil d'Administration. Une convocation écrite à une réunion du Conseil d'Administration sera remise à tous les administrateurs au moins 1 (un) jour avant la date fixée pour cette réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de l'urgence sera décrite dans la convocation à l'assemblée. Il peut être renoncé à cette convocation par consentement écrit, par télégramme, télex, fax ou autres moyens de communications similaires. Aucune invitation séparée n'est nécessaire pour les réunions dont la date et le lieu ont été précisés dans une décision préalable du Conseil d'Administration.

13.5 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

13.6 Les réunions sont tenues aux lieu, jour et heure mentionnés dans l'avis de convocation.

13.7 Tout administrateur peut agir lors d'une réunion du Conseil d'Administration en mandatant par écrit ou par fax ou télégramme ou télex un autre administrateur.

13.8 Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux administrateurs soient présents à la réunion.

13.9 Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et se parler mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion et est réputée avoir été tenue au siège social de la Société.

13.10 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

13.11 Toutes les résolutions du Conseil d'Administration nécessitent une majorité simple des administrateurs présents ou représentés à la réunion du Conseil d'Administration pour laquelle les exigences de quorum décrites dans le présent article sont satisfaites. En cas d'égalité des voix le président aura la voix prépondérante.

13.12 Les résolutions signées par tous les administrateurs ont la même valeur et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquées et tenues. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être prouvées au moyen de lettres ou facsimiles.

13.13 Les décisions du Conseil d'Administration seront enregistrées dans des procès-verbaux afin d'être insérées dans un répertoire spécial et signées par le président ou par deux autres administrateurs. Toutes les procurations y seront jointes.

13.14 Des copies ou des extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou autre situation seront signés par le président ou par deux autres administrateurs.

13.15 Aucun contrat ou transaction entre la Société et une autre société, entreprise ou autre entité ne sera mis en cause ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou mandataires de la Société ont un intérêt personnel ou sont administrateurs, associés, agents ou employés de cette autre société, entreprise ou autre entité. Tout administrateur qui est administrateur ou agent ou employé d'une société, entreprise ou autre entité avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation d'affaires ne sera, par la simple raison de cette affiliation à une autre société, entreprise ou autre entité, empêché d'étudier, de voter ou d'agir relativement à un tel contrat ou autres affaires.

13.16 Dans l'hypothèse où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel contraire dans une affaire de la Société, cet administrateur doit porter à la connaissance du Conseil d'Administration cet intérêt personnel contraire et n'étudiera ni ne votera relativement à cette affaire, l'affaire et l'intérêt de l'administrateur dans celle-ci seront dès lors mentionnés au cours de la prochaine assemblée générale annuelle (Assemblée Générale Annuelle).

13.17 Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations menées dans le cours normal des affaires de la Société qui sont effectuées dans des conditions normales de transaction.

13.18 Au cas où le quorum requis du Conseil d'Administration ne peut être atteint en raison d'un conflit d'intérêts, les résolutions sont passées par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés durant cette réunion et le vote sera réputé être valable.

#### **Art. 14. Pouvoirs du conseil d'administration**

14.1 Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous actes de disposition et d'administration nécessaires à l'accomplissement de l'objet de la Société, conformément à la politique d'investissement déterminée par l'article 18 des présents Statuts.

14.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 15. Pouvoir de signature.** Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement liée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir a été confié par le Conseil d'Administration.

#### **Art. 16. Délégation de pouvoirs**

16.1 Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière et les affaires de la Société et ses pouvoirs pour effectuer les actes nécessaires à la poursuite de la politique et des objectifs de la Société, à des membres du Conseil d'administration ou à des personnes physiques ou morales, qui ne doivent pas nécessairement être membres du Conseil d'Administration, agissant sous la supervision du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut aussi déléguer certains de ses pouvoirs, autorités et appréciations à tout comité se composant d'une personne ou de personnes (membre(s) du Conseil d'Administration ou non), qu'il estime qualifiées à ce titre, à condition que la majorité des membres du comité soient administrateurs de la Société et qu'aucune réunion du comité ne soit soumise à un quorum afin d'exercer ses pouvoirs, autorités et appréciations sans qu'au moins qu'une majorité de celui-ci soit administrateurs de la Société.

16.2 Le Conseil d'Administration peut également confier d'autres pouvoirs spéciaux par procuration notariale ou sous seing privé.

#### **Art. 17. Indemnisation**

17.1 La Société peut indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs des frais raisonnablement exposés par lui dans le cadre de toute action, procès ou procédure auxquels il aurait été partie dans le cadre de son mandat présent ou passé d'Administrateur ou mandataire de la Société ou, à sa demande, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et dont il ne pourra pas obtenir indemnisation, excepté dans les actions, procès ou procédures à l'issue desquels il sera finalement reconnu responsable de négligence grave ou faute intentionnelle.

17.2 Dans le cas d'une transaction, l'indemnisation sera uniquement accordée dans le cadre des cas couverts par la transaction où la Société est avisée par un conseil que la personne à indemniser n'a pas commis un manquement à ses obligations.

#### **Art. 18. Politiques et restrictions d'investissement**

18.1 Le Conseil d'Administration détient, en particulier, le pouvoir de déterminer la politique de la Société. La gestion et la conduite des affaires commerciales de la Société doit respecter les restrictions d'investissement prévues par la Loi de 2002 ou les lois et règlements des pays où les actions sont offertes au public ou adoptées périodiquement par les résolutions du Conseil d'Administration et décrites dans le Prospectus.

18.2 Aux fins de la détermination et application de la politique d'investissement du Conseil d'Administration, la Société doit se conformer aux restrictions générales suivantes et d'investir dans:

##### Investissements éligibles

18.3 Les investissements de la Société peuvent uniquement consister en:

(a) valeurs mobilières et Instruments du Marché Monétaire admis sur la liste officielle d'une bourse de valeurs dans un Etat membre de l'Union Européenne (UE);

(b) valeurs mobilières et Instruments du Marché Monétaire négociés sur un autre marché réglementé dans un Etat Membre de l'UE;

(c) valeurs mobilières et Instruments du Marché Monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs dans un Etat non membre de l'UE ou négociés sur un autre marché réglementé dans un pays d'Europe de l'ouest ou de l'est, d'Asie, d'Océanie, des continents américains ou d'Afrique;

(d) valeurs mobilières et Instruments du Marché Monétaire nouvellement émis, sous réserve que:

(i) les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé mentionné sous (a), (b) ou (c) ci-dessus;

(ii) l'admission soit obtenue au plus tard dans un délai d'un an depuis l'émission;

(e) parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et/ou d'autres organismes de placement collectif (OPC) au sens des premier et second paragraphes de l'article 1(2) de la Directive UCITS du 20 décembre 1985 se rapportant aux UCITS, situés ou non dans un Etat Membre UE, à condition que:

(i) les autres OPC soient agréés conformément aux lois disposant qu'ils sont soumis à une supervision que la Commission de Surveillance du Secteur Financier considère être équivalent à celles explicitées dans les lois communautaires et que la communication entre les autorités est suffisamment garantie;

(ii) Le niveau de protection garantie aux détenteurs de ces autres OPCs soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts des OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts et aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'Instruments du Marché Monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 85/611/EEC;

(iii) Les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée.

(iv) La proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%;

(f) dépôts auprès d'institutions de crédit qui sont remboursables sur demande ou ont le droit d'être retirés, et ayant une échéance inférieure ou égale à 12 mois, à condition que l'institution de crédit ait son siège social dans un Etat Membre de l'UE ou, si le siège social de l'institution de crédit est situé dans un Etat non Membre de l'UE, à condition qu'elle soit soumise à des règles de surveillance considérées par l'autorité de surveillance luxembourgeoise comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire;

(g) instruments financiers dérivés, y compris instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé mentionné dans les sous-paragraphes (a), (b) et (c);

(h) des Instruments du Marché Financier autres que ceux négociés sur un marché réglementé si l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient eux-mêmes soumis à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne, et que ces instruments soient:

(i) émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale ou une banque centrale d'un Etat Membre de l'UE, la Banque Centrale Européenne, l'Union Européenne ou la Banque Européenne d'Investissement, un Etat non Membre de l'UE ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres constituant la fédération, ou par un organe public international dont font partie un ou plusieurs Etats Membres de l'UE; ou

(ii) émis par une entreprise dont les titres sont négociés sur une bourse de valeurs ou négociés sur des marchés réglementés mentionnés aux sous- paragraphes (a), (b) ou (c); ou

(iii) émis ou garantis par un établissement soumis à la surveillance, conformément aux critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme aux règles de surveillance considérées par l'autorité de surveillance luxembourgeoise comme étant au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou

(iv) émis par d'autres organes appartenant aux catégories approuvées par l'autorité de surveillance luxembourgeoise à condition que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs équivalentes à celles prévues dans les premier, second ou troisième paragraphes et à condition que l'émetteur soit une société dont le montant du capital et des réserves s'élève à au moins 10 millions d'euros et qui (i) présente et publie ses comptes annuels conformément à la Directive 78/660/CEE, (ii) est une entité qui, à l'intérieur d'un groupe de sociétés qui comprend une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou (iii) est une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation qui bénéficient d'une ligne de financement bancaire.

18.4 Toutefois, la Société peut:

(a) investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans des valeurs mobilières et Instruments du Marché Monétaire autres que ceux mentionnés au paragraphe 18.3 ci-dessus; et

(b) détenir des avoirs liquides à titre accessoire.

#### Diversification des risques

18.5 Conformément au principe de diversification des risques, la Société n'est pas autorisée à investir plus de 10% de ses avoirs nets dans des valeurs mobilières ou Instruments du Marché Monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières ou Instruments du Marché Monétaire de chaque émetteur dans lesquels plus de 5% des avoirs nets sont investis, ne peuvent dépasser 40% de la valeur des avoirs nets de la Société. Cette limite ne s'applique pas aux dépôts effectués avec des institutions financières soumises à une surveillance prudentielle.

18.6 La Société n'est pas autorisée à investir plus de 20% de ses avoirs nets en dépôts auprès de la même entité.

18.7 Nonobstant les limites définies aux paragraphes 18.5 et 18.6, la Société ne peut combiner:

(a) des investissements dans des valeurs mobilières ou Instruments du Marché Monétaire émis par, et/ou

(b) des dépôts effectués auprès de,

une seule entité pour plus de 20% de ses avoirs nets.

18.8 La limite de 10% prévue au paragraphe 18.5 peut être élevée à un maximum de 25% en cas d'émission de certaines obligations émises par des institutions de crédit ayant leur siège social dans un Etat Membre de l'EU et sont soumises par la loi du pays en question, à une surveillance publique particulière mise en place pour assurer la protection des détenteurs d'obligations. En particulier, les fonds émanant de l'émission de ces obligations doivent être investis, conformément à la



loi, dans des avoirs qui couvrent suffisamment les obligations financières résultant de l'émission pendant toute la durée de vie des obligations et qui sont alloués de manière préférentielle au paiement du principal et des intérêts en cas de défaut de l'émetteur. De plus, si les investissements de la Société dans de telles obligations auprès d'un seul et même émetteur représentent plus de 5% de ses avoirs nets, la valeur totale de ces investissements ne peut excéder 80% de ses avoirs nets.

18.9 La limite de 10% prévue au paragraphe 18.5 peut être élevée à un maximum de 35% pour des valeurs mobilières ou Instruments du Marché Financier émis ou garantis par un Etat Membre de l'UE ou ses autorités locales, par un autre Etat Membre OCDE ou par des organisations internationales publiques dont un ou plusieurs Etats Membres UE sont membres.

18.10 Les valeurs mobilières et Instruments du Marché Financier qui tombent sous les dispositions particulières décrites aux paragraphes 18.8 et 18.9 ne sont pas pris en compte lors du calcul du plafond de diversification des risques de 40% mentionné au paragraphe 18.5

18.11 Les limites prévues aux paragraphes 18.5 à 18.10 ne peuvent être cumulées, et dès lors les investissements en valeurs mobilières ou Instruments du Marché Financier émis par le même organe en dépôts ou instruments dérivés auprès de cet organe ne peuvent en aucun cas excéder au total 35% des avoirs nets de la Société.

18.12 Les sociétés incluses dans le même groupe aux fins d'élaboration des comptes consolidés, tel que défini conformément à la Directive 83/349/CEE ou conformément aux règles comptables internationales reconnues, sont considérées comme un seul organe aux fins du calcul des limites contenues dans cet article.

18.13 La Société peut investir, de façon cumulative, jusqu'à 20% de ses avoirs nets dans des valeurs mobilières et Instruments du Marché Financier du même groupe.

#### Exceptions possibles

18.14 Sans préjudice des limites prévues à la section «Interdictions d'Investissement» les limites prévues aux paragraphes 18.5 à 18.13 sont élevées à un maximum de 20% pour les investissements dans des actions et/ou obligations émis par la même entité si, en vertu du Prospectus, l'objectif et la politique d'investissement de la Société est de reproduire la composition d'un indice boursier d'actions ou de créances particulier qui est reconnu par l'autorité de surveillance luxembourgeoise, sur la base suivante:

- (a) sa composition est suffisamment diversifiée;
- (b) l'indice représente une référence adéquate sur le marché auquel il se réfère;
- (c) il est publié de façon appropriée.

La limite de 20% ci-dessus peut être élevée à un maximum de 35%, mais uniquement pour une entité unique, lorsque cela est justifié par des conditions de marché exceptionnelles en particulier dans des Marchés Réglementés où certaines valeurs mobilières ou Instruments du Marché Financier sont extrêmement dominants.

18.15 La Société est autorisée, conformément au principe de diversification des risques, à investir jusqu'à 100% de ses avoirs nets dans des valeurs mobilières et Instruments du Marché Financier de divers placements émis ou garantis par un Etat Membre de l'UE ou ses autorités locales, par un autre Etat Membre de l'OCDE ou par des organisations internationales publiques dont un ou plusieurs Etats Membres de l'UE sont membres. Ces valeurs doivent être divisées en six émissions différentes au moins, avec les valeurs d'une seule émission ne dépassant pas 30% des avoirs nets de la Société.

#### Investissements dans des OPCVM et/ou autres organismes de placement collectif

18.16 La Société peut acquérir les parts de OPCVM et/ou autres OPCs mentionnés au paragraphe 18.3(e) à condition que ses avoirs nets soient investis dans des parts d'un seul OPCVM ou autre OPC à hauteur de 20%. Si l'OPCVM ou autres OPCs ont des Compartiments multiples (au sens de l'article 133 de la Loi de 2002) et que les avoirs d'un Compartiment peuvent uniquement être utilisés pour satisfaire aux droits des actionnaires relatifs à ce Compartiment et aux droits des créanciers dont les créances sont nées relativement à la création, l'activité et la liquidation de ce Compartiment, chaque Compartiment est considéré comme un émetteur distinct aux fins d'application de la limite susmentionnée.

18.17 La Société peut se voir interdire conformément aux termes du Prospectus d'investir plus de 10% de ses actifs cumulés dans des parts d'OPCVM et/ ou d'autres OPCs mentionnés au paragraphe 18.3(e) afin de satisfaire aux exigences de l'article 18.1(e) de la Directive relative aux OPCVM.

18.18 Les investissements effectués dans des parts d'OPC autres que les OPCVM ne peuvent excéder, au total, 30% des avoirs nets de la Société.

Lorsque la Société acquiert des parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC, les avoirs des OPCVM concernés et autres OPC ne peuvent être combinés étant donné les limites décrites dans les sections 18.5 à 18.13.

18.19 Lorsque la Société investit dans les parts d'autres OPCVM et/ou autres OPC qui sont gérés, directement ou par délégation, par la même société de gestion ou par une autre société à laquelle la société de gestion est liée par gestion ou contrôle commun, ou par une détention directe ou indirecte substantielle, cette société de gestion ou autre société ne peut imputer des frais de souscription ou de rachat pour le compte d'investissement de la Société dans les parts de ces autres OPCVM et/ou autres OPCs.

18.20 Lorsque la Société investit une part substantielle de ses avoirs dans d'autres OPCVM et/ou autres OPCs, le niveau maximum des frais de gestion pouvant être imputés à la fois à la Société elle-même et à l'autre OPCVM et/ou

autre OPC dans lequel il a l'intention d'investir, doit être mentionné dans le Prospectus. Le rapport annuel de la Société indique le niveau maximum des frais de gestion imputés à la fois à la Société et à l'OPCVM et/ou autre OPC dans lequel le Société investit.

#### Tolérance et émetteurs de Compartiments multiples

18.21 Si, pour des raisons échappant au contrôle de la Société ou l'exercice des droits de souscription, les limites mentionnées dans le présent article sont dépassées, la Société doit avoir comme objectif prioritaire dans ses transactions d'offre à la vente de réduire ces positions dans les limites prescrites, prenant en compte le meilleur intérêt des actionnaires.

18.22 A condition qu'ils continuent à respecter les principes de diversification des risques, la Société peut déroger aux limites mentionnées sous les paragraphes de 18.3 à 18.18 pour une période de six mois suivant la date de leur lancement initial.

Si l'émetteur d'instruments dans lesquels la Société peut investir conformément au présent article est une entité ayant des compartiments multiples et que les avoirs d'un Compartiment peuvent uniquement être utilisés pour satisfaire les droits des investisseurs concernés par ce compartiment et les droits des créanciers dont les créances sont nées relativement à la création, à l'activité et à la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est considéré comme un émetteur distinct aux fins d'application des limites prévues sous les paragraphes de 18.3 à 18.14 et 18.15 à 18.18.

#### Limites d'investissement

18.23 La société n'est pas autorisée à:

(a) acquérir des actions ordinaires avec droits de vote permettant à la Société d'exercer une influence significative sur la gestion de l'émetteur en question;

(b) acquérir plus de

(i) 10% des actions ordinaires sans droit de vote d'un seul et même émetteur,

(ii) 10% des titres de créances émis par un seul et même émetteur,

(iii) 10% des Instruments de Marché Financier émis par un et le même émetteur, ou

(iv) 25% des parts d'un seul et même OPCVM et/ou un autre OPC.

Il peut être dérogé aux limites mentionnées aux paragraphes (ii), (iii) et (iv) au moment de l'acquisition si à cet instant, le montant brut des titres de créance ou des Instruments du Marché Financier, ou le montant net des titres à émettre, ne peut être calculé.

Les valeurs mobilières et les Instruments du Marché Financier qui, conformément à l'article 48, paragraphe 3 de la Loi de 2002 qui sont émis ou garantis par un Etat Membre de l'UE ou ses autorités locales, par un autre Etat Membre OCDE ou par des organisations internationales publiques dont un ou plusieurs Etats Membres UE sont membres, sont alors exemptés des limites ci-dessus;

(c) S'engager dans des instruments financier dérivés vendus hors cote;

(d) vendre des valeurs mobilières, Instruments du Marché Financier et autres avoirs à découvert;

(e) acquérir des métaux précieux ou certificats y relatifs;

(f) investir dans l'immobilier et acquérir ou vendre des marchandises ou contrats de marchandises;

(g) emprunter de l'argent, à moins que:

(i) l'emprunt ait la forme d'un prêt back-to-back pour l'achat de devises étrangères;

(ii) le prêt soit seulement temporaire et n'excède pas 10% des actifs nets de la Société;

(h) accorder des crédits ou agir en tant que garant de tierces parties. Cette limite n'est pas applicable à l'achat de valeurs mobilières, Instruments du Marché Financier et autres actifs qui ne sont pas entièrement libérés.

#### Gestion des risques et limites concernant les instruments dérivés

18.24 La Société doit employer une méthode de gestion risque de qui permet de contrôler et mesurer à tout moment le risque associé aux positions et la contribution de celles-ci au profil de risque général du portefeuille.

18.25 La Société doit assurer que son exposition globale relative aux instruments dérivés n'excède pas la valeur nette totale de son portefeuille.

L'exposition est évaluée en tenant compte la valeur actuelle des actifs sous-jacents, le risque de contrepartie, les futurs mouvements du marché et le temps disponible pour liquider les positions.

La Société peut investir dans les instruments financiers dérivés à condition que l'exposition des actifs sous-jacents n'excède pas, au total, les limites d'investissements prévues par les sections 18.5 à 18.13. Dans aucun cas ces opérations ne doivent entraîner une déviation de la Société de ses objectifs d'investissement tels que prévus par le Prospectus.

Lorsqu'une Valeur Mobilière ou un Instrument du Marché Financier intègre un dérivé, ce dernier doit être pris en compte dans la satisfaction aux exigences du présent article.

18.26 Cogestion et gestion commune

Le Conseil d'Administration peut, dans le meilleur intérêt de la Société et tel que décrit en détails dans le Prospectus, décider que tout ou partie des actifs de la Société sera conjointement géré sur base séparée avec d'autres actifs d'autres investisseurs, y compris des organismes de placement collectif.



### 18.27 Investissements indirects

Les investissements peuvent être directement ou indirectement effectués à travers des filiales entièrement détenues par la Société, conformément à la décision y relative prise par le Conseil d'Administration et tel que décrit dans le Prospectus. Les références aux actifs et investissements dans les présents Statuts correspondent aux investissements réalisés directement ou aux actifs tenus directement pour la Société, ou aux investissements ou actifs réalisés ou détenus indirectement pour la Société par les filiales susmentionnées.

### 18.28 Techniques et instruments

La Société est autorisée, tel que déterminé par le Conseil d'Administration et conformément aux lois et règlements applicables, à utiliser des techniques et instruments relatifs à des titres ainsi que des instruments du marché monétaire et d'autres avoirs autorisés par la loi, à condition que les techniques et instruments soient utilisés pour garantir une couverture des risques et une gestion efficace des portefeuilles.

## **Art. 19. Réviseur d'entreprises**

19.1 Les données comptables reportées dans le rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'Assemblée Générale et rémunéré par la Société.

19.2 Le réviseur d'entreprises agréé accomplit toutes les fonctions prescrites par la Loi de 2002.

## **Art. 20. L'assemblée Générale des actionnaires de la Société**

20.1 L'Assemblée Générale des actionnaires représente, lorsqu'elle est valablement constituée, la masse totale des actionnaires de la Société. Ses décisions sont contraignantes à l'égard de tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes relatifs aux opérations de la Société.

20.2 L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Conseil d'Administration. Une Assemblée Générale devra être convoquée dans un délai d'un mois lorsqu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit le requiert par écrit. Dans ce cas, les actionnaires concernés doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion.

20.3 L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale Annuelle) a lieu au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans les limites de la commune de son siège social tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée, chaque année le troisième vendredi d'octobre à 16.30 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

20.4 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et heures indiqués dans les convocations respectives aux assemblées.

20.5 Les actionnaires se réunissent sur demande du Conseil d'Administration suite à une convocation indiquant l'ordre du jour, envoyée au plus tard huit jours avant l'assemblée à chaque actionnaire porteur d'action nominative à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires. Il n'est pas nécessaire de fournir à l'assemblée la preuve que ces convocations ont effectivement été remises aux actionnaires porteur d'action nominative. L'ordre du jour est préparé par le Conseil d'Administration, sauf lorsque l'assemblée est convoquée par demande écrite des actionnaires, auquel cas le Conseil d'Administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

20.6 Les convocations aux actionnaires peuvent être envoyées uniquement par courrier recommandé.

20.7 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation.

20.8 Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition à satisfaire pour les actionnaires afin d'assister à une assemblée des actionnaires.

20.9 Les questions traitées durant une assemblée des actionnaires seront limitées aux points indiqués à l'ordre du jour et aux transactions y relatives.

20.10 Toute action donne droit à un vote, conformément à la législation luxembourgeoise et aux présents Statuts. Un actionnaire peut agir à une assemblée des actionnaires via une procuration écrite donnée à une autre personne, qui ne doit pas obligatoirement être actionnaire et qui peut être un membre du Conseil d'Administration de la Société.

20.11 Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la simple majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

**Art. 21. Année fiscale.** L'exercice comptable de la Société commence le 1<sup>er</sup> juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

## **Art. 22. Affectation des bénéfices**

22.1 L'Assemblée Générale détermine, sur proposition du Conseil d'Administration et dans les limites prévues par la loi, la manière dont les revenus provenant de la Société seront affectés, appliqués et peut déclarer, ou autoriser le Conseil d'Administration à déclarer les dividendes.

22.2 Pour toutes dividendes, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires conformément aux dispositions légales.

22.3 Les paiements des dividendes aux actionnaires seront effectués à leur adresse mentionnée dans le registre des actionnaires.

22.4 Les distributions peuvent être payées dans la devise, moment et lieu déterminés périodiquement par le Conseil d'Administration.

22.5 Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer des actions de bonification au lieu de dividendes en numéraire sous les termes et conditions précisés par le Conseil d'Administration.

22.6 Les dividendes n'ayant pas été réclamés dans un délai de 5 (cinq) années à compter de leur annonce seront prescrites et reviendront à la Société.

22.7 Aucun intérêt ne sera payé sur une dividende déclarée par la Société et gardée par elle à la disposition de son bénéficiaire.

### **Art. 23. Dépositaire**

23.1 Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat avec une banque ou un organisme de crédit tel que défini dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, comme modifiée (le Dépositaire).

23.2 Le Dépositaire remplira ses obligations conformément à la Loi de 2002.

23.3 Dans l'hypothèse où le Dépositaire indique son intention de mettre fin à la relation de dépositaire, le Conseil d'Administration devra tout mettre en œuvre pour trouver un successeur au Dépositaire dans les deux mois de la date de prise d'effet du préavis de résiliation du contrat de Dépositaire. Le Conseil d'Administration peut mettre fin au mandat du Dépositaire, mais ne peut décharger celui-ci de ses obligations avant la nomination d'un successeur.

### **Art. 24. Liquidation de la Société**

24.1 La Société peut à tout moment être dissoute par une décision de l'Assemblée Générale conformément aux exigences de majorité et de quorum mentionnés à l'article 26 des présents Statuts.

24.2 Lorsque le total des actifs nets de la Société tombe sous le seuil des deux tiers du capital minimum prescrit par l'article 5 des présents Statuts, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale, pour laquelle aucun quorum n'est requis statuera à la majorité simple des votes relatifs aux actions représentées à l'Assemblée Générale.

24.3 La question de la dissolution de la Société sera également soumise à l'Assemblée Générale lorsque le capital social est inférieur au quart du capital minimum prescrit par l'article 5 des présents Statuts; dans ce cas, l'Assemblée Générale sera tenue sans aucune exigence de quorum et la dissolution peut être décidée par les actionnaires détenant un quart des droits de vote des actions représentées à l'assemblée.

24.4 L'Assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans une période de quarante (40) jours à partir de la date à laquelle il a été constaté que les actifs nets sont tombés sous les deux tiers ou le quart du capital minimum légal, le cas échéant.

### **Art. 25. Liquidation**

25.1 Lorsque la Société est dissoute, la liquidation doit être effectuée par un ou plusieurs liquidateurs désignés conformément aux dispositions de la Loi de 2002.

25.2 La décision de dissoudre la Société sera publiée dans le Mémorial ainsi que dans deux journaux à circulation appropriée, dont l'un d'entre eux doit être un journal luxembourgeois.

25.3 Le ou les liquidateurs devront gérer les actifs de la Société dans le meilleur intérêt des actionnaires et répartiront les produits de la liquidation, après déduction des coûts de liquidation, parmi les actionnaires de façon proportionnelle.

25.4 Tous montants non réclamés par les actionnaires au moment de la clôture de la liquidation de la Société seront déposés auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg pour une durée de trente (30) ans. Si les montants déposés ne sont toujours pas réclamés au-delà de la durée prescrite, ils seront déchés.

**Art. 26. Modification des Statuts.** Les présents Statuts peuvent être amendés par l'Assemblée Générale conformément aux exigences de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'amendée (la Loi de 1915).

**Art. 27. Définitions.** Les mots employés au genre masculin incluent également le genre féminin et les mots impliquant des personnes ou actionnaires englobent également des entités, partenariats, associations et tout autre groupe organisé de personnes, constitués ou non.

**Art. 28. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront soumises à la Loi de 1915 et à la Loi de 2002. En cas de conflit entre Loi de 1915 et la Loi de 2002, la Loi de 2002 prévaut.

#### *Dispositions transitoires*

La première année d'exploitation commence aujourd'hui et se termine le 30 juin 2009.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2009.

#### *Souscription*

Les Statuts de cette Société ayant ainsi été établis, la partie comparante déclare quelle souscrit 341 (trois cent quarante et une) actions représentant le capital social total de la Société.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par l'Actionnaire par paiement en numéraire, de sorte que la somme de 341.000 HKD (trois cent quarante et un mille dollars de Hong-Kong), est désormais à la libre disposition de la Société; preuve ayant été donné au notaire instrumentant.

#### *Déclaration et frais*

Le notaire passant le présent acte déclare que les conditions prévues à l'article 26 de la Loi de 1915 ont été remplies et s'en porte expressément témoin.

Le montant, au moins approximativement, des coûts, dépenses, salaires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui puisse être engagé ou mis à la charge de la Société en conséquence de sa constitution est évalué approximativement à six mille cinq cents euros (EUR 6.500,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire des actionnaires*

La partie mentionnée ci-dessus, représentant la totalité du capital souscrit, et se considérant dûment convoquée, a déclaré tenir une assemblée générale extraordinaire des actionnaires et, ayant déclaré qu'elle était régulièrement constituée, a adopté les résolutions suivantes à l'unanimité:

(1) le nombre d'administrateurs est fixé à trois et celui de réviseur d'entreprises agréé à un;

(2) les personnes suivantes sont nommées administrateurs:

- Iain Macleod, Independent Director, ayant son adresse professionnelle à 59, Cité Millewee, L-8064 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

- Benjamin Alfred Meyer, Co-Head of Exchange Traded Funds Business, Rand Merchant Bank, Equities, ayant son adresse professionnelle à 1 Merchant Place, Cnr Fredman Dr & Rivonia Road, Sandton, Afrique du Sud;

- Justin Berkeley Clarke, (Non-Executive Director), Managing Director, Edu-Risk International Limited ayant son adresse professionnelle à 2 Carrickbrennan Lawn, Monkstown, Co. Dublin, Irlande.

(3) PricewaterhouseCoopers S.à r.l., avec siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, est nommé réviseur d'entreprises agréé de la Société;

(4) le siège social de la Société est établi au 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg);

(5) le mandat de tous les administrateurs en tant qu'administrateurs de la Société prendra fin à la clôture de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en octobre 2009; et

(6) le mandat du réviseur d'entreprises agréé prendra fin à la clôture de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en octobre 2009.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite à la partie comparante, connue du notaire par le nom, prénom usuel, état civil et résidence, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Combe, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 16 sep. 2008, Relation: EAC/2008/11763. — Reçu mille deux cent cinquante euros Droit fixe: 1.250,-.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 septembre 2008.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2008120508/219/1508.

(080141533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2008.

### **Variospecial SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.469.

#### STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, den zweiten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Vontobel Management S.A., mit Sitz in L-1450 Luxemburg, 1, Côte d'Eich,  
hier vertreten durch Herrn Arne Bolch, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt  
in Luxemburg, am 27. August 2008,

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Bevollmächtigte der Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt  
dieser Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Diese Erschienenene hat durch ihren Bevollmächtigten den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer "société  
d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé", die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

### 1. DEFINITIONEN

- \* Anlageverwalter bezeichnet einen Anlageverwalter im Sinne des Artikels 19 dieser Satzung;
- \* Anteile bezeichnen die Anteile (Aktien) der Gesellschaft;
- \* Anteilsinhaber bezeichnet die Anteilsinhaber (Aktionäre) der Gesellschaft;
- \* Anteilsklasse bezeichnet eine Anteilsklasse oder Anteilsklassen eines Teilfonds, welche sich im Hinblick auf die Ge-  
bührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen,  
die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden;
- \* Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte  
in Luxemburg geöffnet sind;
- \* Bewertungstag hat die Bezeichnung, welche in Artikel 26 der Satzung Erläuterung findet;
- \* Depotbank bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne der Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame  
Anlagen;
- \* Gesellschaft bezeichnet Variospecial SICAV-SIF;
- \* Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfol-  
gender Änderungen und Ergänzungen;
- \* Gesetz von 2002 bezeichnet das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen,  
einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- \* Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich  
nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- \* Nettoinventarwert bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 24 der Satzung beschrieben  
erfolgt;
- \* OGA bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen;
- \* Prospekt bezeichnet den Verkaufsprospekt der Gesellschaft;
- \* Geeigneter Anleger bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter  
Anleger gilt. Geeignete Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere  
Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:
  - \* er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Geeigneter Anleger erklärt, und
  - \* er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
  - \* er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapier-  
runternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/  
EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine  
Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;
- \* Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
- \* Teilfonds bezeichnet einen Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007;
- \* Verwaltungsrat bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;
- \* Verwaltungsratsmitglied bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

### 2. NAME

Hiermit besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem  
Kapital ("société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé") als spezialisierter Investmentfonds  
unter dem Namen Variospecial SICAV-SIF.

### 3. DAUER

Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss der Anteilsinhaber,  
welcher gemäß den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Bedingungen gefasst wird, jederzeit aufgelöst werden.

### 4. GESELLSCHAFTSZWECK

Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren, Geldmarktsin-  
trumenten, liquiden Mitteln und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung  
mit dem Ziel, den Anteilsinhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die

Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im Weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

## **5. SITZ**

5.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in 69, Route d'Esch, 1470 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung, in irgend eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3 Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

## **6. GESELLSCHAFTSKAPITAL - TEILFONDS - ANTEILSKLASSEN**

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Anteile ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Anteile der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) und ist voll einbezahlt und repräsentiert durch 31 Anteile ohne Nennwert. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) betragen und dieses Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden.

6.2 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Anteile der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Anteilsinhabern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Anteile entgegenzunehmen.

6.3 Der Verwaltungsrat kann im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 einen oder mehrere Teilfonds bilden. Die Vermögenswerte jedes Teilfonds können in Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, flüssigen Mitteln oder anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden. Die Teilfonds können sich durch ihre Anlageziele, Anlagepolitik, Referenzwährung oder sonstige Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf jeden Teilfonds festlegt, unterscheiden. Der Verwaltungsrat kann auch beschließen, Teilfonds zu errichten, deren Anteile in unterschiedliche geographische Regionen vertrieben werden.

6.4 Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Die Rechte der Anteilsinhaber und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

6.5 Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Anteilsinhaber in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Anteilsinhaber untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

6.6 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Anteilklassen auszugeben, deren Vermögenswerte gemeinsam angelegt werden, welche sich jedoch im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf eine Anteilsklasse festlegt, unterscheiden.

6.7 Anteile werden ausschließlich an Geeignete Anleger ausgegeben.

6.8 Die Jahresberichte der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Teilfonds, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

## **7. FORM DER ANTEILE**

7.1 Die Gesellschaft wird nur Anteile in Form von Namensanteilen ausgeben.

7.2 Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilsregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Anteilsinhabers, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilsbruchteile bezahlten Betrag enthalten. Der Verwaltungsrat wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilsinhaber ausgestellt werden soll, oder ob der Anteilsinhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilsbesitz erhält.

7.3 Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.4 Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Anteilsinhaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Anteilregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.5 Sofern ein Anteilsinhaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilsregister eingetragen wird. Als Anschrift des Anteilsinhabers gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Anteilsinhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anteilsinhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.6 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.7 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Anteilbruchteil, wird dieser Anteilbruchteil im Anteilregister eingetragen. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht; allerdings ist der Anteilsinhaber, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös.

## **8. ERWERBSBESCHRÄNKUNGEN FÜR DIE ANTEILE**

8.1 Anteile der Gesellschaft dürfen nur von Geeigneten Anlegern erworben werden und sind nur zwischen Geeigneten Anlegern frei übertragbar. Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass Anteile von nicht Geeigneten Anlegern erworben wurden, können diese Anteile zwangsweise von der Gesellschaft zurückgekauft werden. Zudem behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, einen Teilfonds aufzulösen, falls er feststellen sollte, dass alle Anteile von nicht Geeigneten Anlegern gehalten werden.

8.2 Die Gesellschaft kann jederzeit und nach freiem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen, die Ausgabe von Anteilen zeitweilig einschränken, aussetzen oder vollständig einstellen, die Umschreibung im Anteilregister verweigern, oder Anteile zum Rückkaufpreis zwangsweise zurückkaufen, falls sie der Ansicht ist, dass dies im Interesse der Anteilsinhaber ist oder zum Schutz der Gesellschaft oder der Anteilsinhaber notwendig ist. In diesem Fall wird die Depotbank unverzüglich Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge zinslos zurückerstatten. Insbesondere kann der Verwaltungsrat den Erwerb oder Besitz von Anteilen eines jeden Teilfonds durch natürliche oder juristische Personen einschränken, um zu verhindern, dass ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung luxemburgischer oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit durch einen solchen Erwerb oder Besitz die Gesellschaft steuerlichen Verbindlichkeiten ausgesetzt ist oder mit anderen Nachteilen zu rechnen hat, denen sie andernfalls nicht ausgesetzt worden wäre.

8.3 Mit Abschluss der Rückkaufstransaktion endet das Eigentum des bisherigen Anteilinhabers. In der Folge wird der Name des Anlegers aus dem Anteilregister gestrichen.

8.4 Der Verwaltungsrat erlaubt zudem keine "Market Timing" Praktiken. Solche Praktiken können die effiziente Verwaltung der Gesellschaft beeinträchtigen und sich nachteilig auf die Interessen der anderen Anteilinhaber und der Gesellschaft auswirken. Daher behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, Zeichnungs- und/oder Umtauschanträge zurückzuweisen, sofern bei einem Anleger der Verdacht auf "Market Timing" Praktiken besteht. Bei Verdacht auf "Market-Timing" Praktiken wird der Verwaltungsrat geeignete Maßnahmen ergreifen, um die übrigen Anteilinhaber der Gesellschaft zu schützen.

## **9. BEFUGNISSE DER GENERALVERSAMMLUNG DER ANTEILSINHABER**

9.1 Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Anteilsinhaber vertritt die Gesamtheit der Anteilsinhaber der Gesellschaft (Generalversammlung). Die Generalversammlung der Anteilsinhaber kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- (i) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- (ii) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- (iii) Entlastung des Verwaltungsrates;
- (iv) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Zwischenausschüttungen);
- (v) Änderung der Satzung;



(vi) Auflösung der Gesellschaft.

9.2 Die Anteilhaber eines Teilfonds/einer Anteilklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

## **10. DIE ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG DER ANTEILSINHABER - ANDERE GESELLSCHAFTERGENERALVERSAMMLUNGEN**

10.1 Die ordentliche Generalversammlung der Anteilhaber wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Dienstag im Monat Dezember um 11.00 Uhr abgehalten.

10.2 Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung der Anteilhaber am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern. Andere Generalversammlungen der Anteilhaber können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

## **11. BESCHLUSSFÄHIGKEIT, ABSTIMMUNG UND EINBERUFUNG**

11.1 Der Ablauf der Versammlungen der Anteilhaber muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Anteil innerhalb eines Teilfonds/einer Anteilklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

11.2 Jeder Anteilhaber kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm, Telex oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Anteilhaber oder eine andere Person vertreten lassen.

11.3 Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Anteilhaber durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Anteilhaber gefasst. Die Anteilhaber können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Anteilhaber die auf diesem Wege an der Generalversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Anteilhaber erfüllen müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

11.4 Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Generalversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Generalversammlung veranlasst. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

11.5 Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Generalversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

11.6 Sofern sämtliche Anteilhaber der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

## **12. VERWALTUNGSRAT**

12.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Anteilhaber der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von der Generalversammlung bestellt. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

12.2 Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Generalversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig belegen; die Anteilhaber werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

## **13. VERWALTUNGSRATSSITZUNGEN**

13.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Generalversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen.

13.2 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 10 Tage vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

13.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

13.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder E-Mail.

#### **14. INTERESSENKONFLIKTE**

14.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

14.2 Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

14.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

#### **15. PROTOKOLLE DER VERWALTUNGSRATSSITZUNGEN**

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind ebenfalls vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

#### **16. BEFUGNISSE DES VERWALTUNGSRATES**

16.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

16.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

16.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

16.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.



16.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Anteilhaber zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

#### **17. VERGÜTUNG DES VERWALTUNGSRATES**

Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden.

#### **18. ANLAGEPOLITIK**

18.1 Die Vermögenswerte sämtlicher Teilfonds sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlagepolitik und -grenzen, wie sie im Prospekt beschrieben werden, anzulegen.

18.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Prospekt festgelegten Anlagepolitik zuständig. Im Prospekt der Gesellschaft können Beschränkungen oder Bedingungen festgelegt werden, welche durch den Verwaltungsrat beachtet werden müssen. Eine Änderung der im Prospekt festgelegten Anlagepolitik eines bestimmten Teilfonds kann nur, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Anteilhaber des betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Änderung der Anlagepolitik wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Anteilhaber gefasst.

#### **19. ANLAGEVERWALTER**

Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte im Sinne des Anhangs II des Gesetzes von 2002 für einen oder mehrere Teilfonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Anlageverwalter bezeichnet). Bei einer solche Gesellschaft kann es sich auch um eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 14 des Gesetzes von 2002 handeln, welche für die Gesellschaft auftritt.

#### **20. WIRTSCHAFTSPRÜFER**

Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen.

#### **21. AUSGABE VON ANTEILEN**

21.1 Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich an dem im Prospekt festgesetzten Bewertungstag. Der Ausgabepreis basiert auf dem Nettoinventarwert des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilklasse. Der Ausgabepreis kann sich um eine Vermittlungsgebühr oder andere Gebühren erhöhen, die in dem jeweils gültigen Prospekt festgelegt sind. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird und im Prospekt veröffentlicht wird, zu entrichten sein.

21.2 Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

#### **22. RÜCKNAHME VON ANTEILEN**

22.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Anteile zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen. Jeder Anteilhaber kann (falls im Prospekt vorgesehen) die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen, verlangen.

22.2 Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche im Prospekt veröffentlicht wird und voraussetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Anteil des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 26 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den vom Verwaltungsrat getroffenen Bestimmungen, welche im Prospekt Erwähnung finden. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, unter den Voraussetzungen des Artikels 9, Anteile zwangsweise zurückkaufen.

22.3 Sofern die Zahl oder der gesamte Nettoinventarwert von Anteilen, welche durch einen Anteilhaber in einem Teilfonds/einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilhabers in diesem Teilfonds/dieser Anteilklasse behandelt wird.

22.4 Der Verwaltungsrat hat das Recht, nach seinem alleinigen Ermessen (und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Anteilhaber) bei umfangreichen Rücknahmeanträgen (d. h., bei Rücknahmeanträgen, deren Wert einen im Prospekt festgelegten Prozentsatz des Nettoinventarwertes eines Teilfonds übersteigt) die Anzahl der Anteile

der einzelnen Rücknahmeanträge anteilig zu verringern. Soweit ein Antrag auf Grund der Ausübung der Befugnis zur anteiligen Verringerung an einem Bewertungstag nicht in vollem Umfang ausgeführt wird, muss er im Hinblick auf den nicht ausgeführten Teil so behandelt werden, als habe der Anteilsinhaber für den nächsten Bewertungstag einen weiteren Antrag gestellt. Solche Anträge werden gegenüber späteren Anträgen, soweit sie für die darauf folgenden Bewertungstage eingehen, vorrangig bearbeitet.

### **23. UMTAUSCH VON ANTEILEN**

23.1 Jeder Anteilsinhaber ist berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile in einem Teilfond/in einer Anteilsklasse, in Anteile eines anderen Teilfonds/einer anderen Anteilsklasse zu verlangen, falls nichts Gegenteiliges im Prospekt vorgesehen ist. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs, Beschränkungen festlegen und kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen. Die vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen finden Erwähnung im Prospekt.

23.2 Der Preis für den Umtausch von Anteilen eines Teilfonds/einer Anteilsklasse in Anteile eines anderen Teilfonds/einer anderen Anteilsklasse wird auf Grundlage des jeweiligen Anteilwertes des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

### **24. ERMITTLUNG DES NETTOINVENTARWERTES**

24.1 Der Anteilwert jedes Teilfonds/jeder Anteilsklasse wird durch die Gesellschaft in der Frequenz berechnet, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird (jedoch mindestens einmal im Monat). Der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als Bewertungstag bezeichnet.

24.2 Der Anteilwert wird in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse (welche im Prospekt festgelegt ist) ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse, d. h. der Wert der Vermögenswerte abzüglich der diesem Teilfonds/dieser Anteilsklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile dividiert wird. Der Anteilwert kann auf die nächste Untereinheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen eines jeweiligen Teilfonds gehandelt oder notiert sind, erfolgen, kann die Gesellschaft im Interesse der Anteilsinhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen. Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Anteile sämtlicher Teilfonds/Anteilsklassen wird wie folgt vorgenommen:

24.3 Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

(i) der Wert der Barmittel, Sichteinlagen, Schuldscheine, Sichtwechsel und fälligen Forderungen sowie der transitorischen Aktiva und erklärten oder aufgelaufenen aber noch nicht gezahlten Bardividenden und Zinsen ist mit dem vollen Betrag anzusetzen, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass der volle Betrag gezahlt bzw. vereinnahmt wird; in diesem Fall ist ein Abschlag in der Höhe, zu berücksichtigen, in der er im Hinblick auf den wahren Wert als angemessen angesehen wird;

(ii) Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind bzw. gehandelt werden oder die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sind auf der Basis ihres zuletzt verfügbaren Kurses zu bewerten, oder, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist;

(iii) der Wert von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden und der Wert von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten, die an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, deren zuletzt verfügbarer Kurs jedoch nicht marktgerecht ist, wird vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben auf der Basis ihres voraussichtlich zu erzielenden Verkaufspreises bestimmt;

(iv) Anteile/Aktien, die offenen oder geschlossenen Investmentfonds gleich welcher Rechtsordnung und Rechtsform ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Nettovermögenswert zu bewerten und insofern der Nettovermögenswert nicht verfügbar ist, wird er nach Treu und Glauben von der Verwaltungsgesellschaft berechnet oder gemäß einem von ihr festgelegten Verfahren bestimmt, wobei die Bewertung immer auch allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln entsprechen muss;

(v) der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegten Richtlinien und in gleich bleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Kontrakte an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionskontrakte dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einem Geschäftstag, für den der Nettoinventarwert ermittelt wird, veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Kontrakts ist;

(vi) die Bewertung liquider Vermögenswerte und Geldmarktinstrumente mit einer Restfrist von weniger als zwölf Monaten kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig ab-

geschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den der betreffende Teilfonds beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Der Verwaltungsrat wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist der Verwaltungsrat der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abbeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss der Verwaltungsrat ggf. Korrekturen vornehmen, die er als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist;

(vii) die Bewertung von Swap-Transaktionen erfolgt auf der Grundlage des Marktwertes dieser Swap-Transaktionen, wie er in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird;

(viii) alle anderen Wertpapiere und zulässigen Vermögenswerte, sowie die vorgenannten Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäß der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Wert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

#### 24.4 Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(i) sämtliche Darlehen, sämtliche aufgelaufene Zinsen aus Krediten der Gesellschaft (einschließlich Kreditaufnahmekosten) und andere anfällige Beträge;

(ii) sämtliche fällige oder anfallende Kosten (einschließlich Verwaltungs- und Beratungsgebühren, Depotbankgebühren und sonstige Vertretergebühren), die der Gesellschaft zugeordnet werden;

(iii) sämtliche bekannte, gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(iv) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(v) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(vi) Liquidationskosten für die Auflösung der Gesellschaft, sobald diese erkennbar ist. Als erkennbar gilt eine Liquidation beispielsweise bei einem angekündigten Ausscheiden eines Gesellschafters, durch welches das gesetzliche Mindestgesellschaftskapital von 1.250.000 EUR dauerhaft unterschritten wird.

24.5 Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben heranziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen des Anlageverwalters, des Wirtschaftsprüfers, der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, jeglicher Zahlstelle, sonstiger Vertriebsstellen und ständiger Repräsentanten in Vertriebsländern, sowie sämtlicher sonstiger Zwischenstellen umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Prospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

#### 24.6 Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

(i) Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds/einer Anteilsklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds/der Anteilsklasse entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

(ii) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds/derselben Anteilsklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet;

(iii) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse steht, wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet;

(iv) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse innerhalb eines Teilfonds zuzuordnen ist, so werden dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds/Anteilsklassen innerhalb eines Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds/Anteilsklassen innerhalb eines Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt;

(v) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilsinhaber eines Teilfonds/einer Anteilsklasse wird der Nettovermögenswert dieses Teilfonds/dieser Anteilsklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

24.7 Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(i) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 23 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(ii) Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(iii) Alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstige Vermögenswerte, die auf andere Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds lauten, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Marktkursen oder Devisenkursen bewertet;

(iv) An jedem Bewertungstag gelten folgende Grundsätze:

(A) Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen.

(B) Sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen. Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

24.8 Co-Management (Pooling)

(i) Zwecks effizienter Portfolioverwaltung und zur Verringerung der Betriebs- und Verwaltungskosten kann der Verwaltungsrat entscheiden, alle oder einen Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds mit den Vermögenswerten anderer Teilfonds der Gesellschaft gemeinsam zu verwalten. Die Vermögenswerte, welche im Rahmen dieses Co-Management verwaltet werden, werden entsprechend einem gemeinsamen Anlageziel verwaltet und nachstehend als "Pool" bezeichnet. Die Pools stellen keine eigenständigen rechtlichen Einheiten dar und sind den Anteilsinhabern nicht zugänglich. Barvermögen oder andere Vermögenswerte können von einem oder mehreren Teilfonds, einem oder mehreren von der Gesellschaft eingerichteten Pools zugewiesen werden. Weitere Zuweisungen können, von Zeit zu Zeit, auch später erfolgen. Rückübertragungen von den Pools an die Teilfonds können nur in Höhe der Beteiligung der jeweiligen Teilfonds am Pool erfolgen. Die Höhe des jeweiligen Anteils eines Teilfonds in einem Pool wird proportional auf seinen ursprünglich in den Pool eingeflossenen Bar- und/oder anderen Vermögensanteil berechnet, und wird, auf einer fortwährenden Basis, entsprechend den Einzahlungen oder Rückübertragungen, neu berechnet.

(ii) Der Anspruch jedes am Pool teilnehmenden Teilfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögenswerte gilt proportional für jeden einzelnen Vermögenswert eines solchen Pools. Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die mit einem Vermögenswert eines spezifischen Pools oder einem in Bezug auf Vermögenswerte eines bestimmten Pools getätigten Geschäft in Zusammenhang stehen, werden dem betreffenden Pool zugeordnet. Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche nicht einem spezifischen Pool zugeordnet werden können, werden dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet, welchem sie zugehören bzw. mit welchem sie im Zusammenhang stehen. Falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, werden dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Nettoinventarwerte der für die verschiedenen Teilfonds ausgegebenen Anteile zugeordnet.

(iii) Nach Auflösung eines Pools werden die Vermögenswerte dieses Pools dem oder den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zugeordnet. Dividenden, Zinsen und sonstige Erträge aus Vermögenswerten eines bestimmten Pools werden unmittelbar den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zum Zeitpunkt des Ertrages zugeordnet.

(iv) Kosten, welche einem bestimmten Pool zuzurechnen sind, werden diesem Pool zu Lasten gestellt und, falls anwendbar, den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zum Zeitpunkt, an dem die Kosten entstanden sind, zugeordnet. Kosten, welche keinem bestimmten Pool zuzuordnen sind, werden dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet, in Zusammenhang mit welchem sie entstanden sind. In den Büchern der Gesellschaft werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds, ob einem Pool angehörend oder nicht, jederzeit als Vermögenswert

oder Verbindlichkeit eines bestimmten Teilfonds zugeordnet, einschließlich, zwischen zwei Berechnungsperioden, des proportionalen Anspruchs eines Teilfonds an einem gegebenen Wert. Demgemäß können solche Vermögenswerte jederzeit aufgeteilt werden. In den Büchern der Depotbank betreffend die Teilfonds müssen die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds als solche identifiziert sein und, demzufolge, in den Büchern der Depotbank, getrennt aufgezeichnet sein.

## **25. ZEITWEILIGE AUSSETZUNG DER NETTOINVENTARWERTBERECHNUNG SOWIE AUSGABE UND RÜCKNAHME VON ANTEILEN**

25.1 Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds und die Bewertung pro Anteil sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen in folgenden Fällen zeitweilig einzustellen:

(i) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, an der/auf dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder auf diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(ii) in Notlagen, wenn ein oder mehrere Teilfonds über Vermögenswerte nicht verfügen kann/können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

(iii) während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten, an/auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist/gehandelt wird, unterbrochen sind.

25.2 Die Gesellschaft wird die Anteilsinhaber in angemessener Weise über die Aussetzung unterrichten. Anteilsinhaber, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Anteilen der betroffenen Teilfonds eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde, werden eingehend über den Anfang und das Ende der Aussetzungsperiode unterrichtet.

## **26. RECHNUNGSJAHR**

Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. September eines jeden Jahres und endet am 31. August des Folgejahres. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

## **27. AUSSCHÜTTUNGEN**

27.1 Die Gesellschafterversammlung der Anteilsinhaber wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind: Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Ausschüttungen können in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse oder in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt. Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen. Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Anteilsklasse/des entsprechenden Teilfonds. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

27.2 Die Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilsinhaber erfolgt an deren im Anteilregister eingetragene Adressen.

## **28. AUFLÖSUNG UND LIQUIDIERUNG DER GESELLSCHAFT**

28.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden. Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

28.2 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilsinhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten. Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

28.3 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafter-



versammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Anteilhaber der einzelnen Anteilklassen im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Anteile, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der "Caisse de Consignations" verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

## **29. AUFLÖSUNG ODER VERSCHMELZUNG VON TEILFONDS**

29.1 Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettoinventarwert eines Teilfonds unter der Wert gefallen ist oder den Wert nicht erreicht hat, der vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile des entsprechenden Teilfonds zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen und den Teilfonds aufzulösen. Die Gesellschaft wird die Anteilhaber von Anteilen des entsprechenden Teilfonds vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Auflösung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Auflösung aufgeführt werden. Die Anteilhaber werden schriftlich informiert. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Anteilhaber oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Anteilhaber können die Anteilhaber des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile vor Wirksamwerden der Auflösung weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Kosten der Anlagen). Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Anteile, die nicht eingereicht wurden, für eine Frist von

höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der "Caisse de Consignations" hinterlegt. Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGA oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen OGA, zuzuteilen und die Anteile der betroffenen Teilfonds als Anteile eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, soweit erforderlich und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilhaber) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird den Anteilhabern in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, wobei die Mitteilung Angaben zu dem neuen Teilfonds enthalten wird, um den Anteilhabern während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen "fonds commun de placement" erfordert die einstimmige Billigung aller Anteilhaber des betroffenen Teilfonds.

29.2 Die Auflösung und Verschmelzung eines Teilfonds kann jedoch auch, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Anteilhaber der betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Auflösung oder Verschmelzung wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Anteilhaber gefasst.

## **30. ÄNDERUNGEN DER SATZUNG**

Die Satzung kann durch eine Gesellschafterversammlung der Anteilhaber, welche den Quorum und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden. Jede Änderung, welche die Rechte der Anteilhaber eines Teilfonds gegenüber denen eines anderen Teilfonds beeinträchtigt, unterliegt ebenfalls den genannten Quorum- und Mehrheitserfordernissen hinsichtlich jedes Teilfonds.

## **31. DEPOTBANK**

In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies in der Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist.

## **32. ANWENDBARES RECHT**

32.1 Die Gesellschaft unterliegt ausschließlich Luxemburger Recht.

32.2 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. August 2009.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilhaber wird am zweiten Dienstag im Monat Dezember des Jahres 2009 stattfinden.

### *Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:



Vontobel Management S.A., vorgeannt, 31 Anteile, 31.000 EUR.

Total: 31 Anteile, 31.000 EUR Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Gründungskosten*

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf 7.000,- EUR veranschlagt.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Die oben angeführten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Dominic Gaillard, Head Services Vontobel Asset Management, Bank Vontobel AG, Gotthardstr. 43, CH-8022 Zürich;
2. Markus Pfister, Head of Engineering & Development, Vontobel Investment Banking, Bank Vontobel AG, Gotthardstr. 43, CH-8022 Zürich;
3. Anders Malcolm, Geschäftsführer der Vontobel Management Company S.A., 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxemburg;
4. Annemarie Arens, Head of Sales & RM, Luxemburg, RBC Dexia Investors Services Bank S.A., 69, Route d'Esch, L-1470 Luxemburg;
5. Philippe Hoss, Partner Elvinger, Hoss, Prussen, 2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxemburg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung der Anteilhaber des Jahres 2013.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung der Anteilhaber des Jahres 2009.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 69, Route d'Esch, L-1470 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Erschienenen, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, unterschrieben.

(Gezeichnet) A. BOLCH - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 septembre 2008 LAC/2008/36505. - Reçu mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-)

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

FÜR GLEICHALUTENDE ABLICHTUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 15. September 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008118005/242/683.

(080138172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2008.

#### **Fondation I comme Icare, Fondation.**

Siège social: L-1110 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg G 188.

#### RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la première ligne de l'en-tête de la publication des statuts de la Fondation I comme Icare, dans le Mémorial C n° 610 du 12 mars 2008, page 29267:

au lieu de: «Fondation I comme Icare, Association sans but lucratif.»,

lire: «Fondation I comme Icare, Fondation.»

Référence de publication: 2008120122/227/11.

#### **SBI Global Selection Fund, Fonds Commun de Placement.**

The amendment to the management regulations of SBI Global Selection Fund was deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg.

For publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 19th September 2008.

Signature.

L'acte modificatif au règlement de gestion de SBI Global Selection Fund a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2008.

SBI Fund Management Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2008119397/260/18.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2008, réf. LSO-CU05979. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080140058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2008.

---

**AMBD SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.419.

Le Conseil d'Administration de la Sicav a décidé, conformément à l'article 28 des statuts, de liquider le compartiment CERBERUS. Cette décision est justifiée par le fait que la taille des actifs nets sous le seuil de EUR 5.000.000,- ne permet plus une gestion efficiente des actifs.

A partir de cette décision prise avec effet au 12 septembre, les frais de liquidation seront pris en provision.

Les actionnaires ont la possibilité de demander le remboursement de leurs actions sans commission de rachat endéans un mois à partir de la date de publication de ce présent avis.

Un nouveau prospectus reflétant le retrait de ce compartiment et daté de Septembre 2008 sera disponible au siège social de la Sicav.

Luxembourg, le 12 septembre 2008.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008120938/755/16.

---

**S.Tile Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.201.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 16 juin 2008*

*Résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 31, boulevard Grande Duchesse-Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Monsieur Xavier Mangiullo ayant démissionné de son mandat d'administrateur, l'Assemblée décide de nommer pour la période expirant à l'assemblée qui se tiendra en 2012 Mademoiselle Virginie Derains, employée privé, résidant 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L - 1331 Luxembourg.

Madame Sonja Bemtgen et Monsieur John Troisfontaines résident dorénavant professionnellement au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Un Administrateur

Référence de publication: 2008116332/9120/23.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2008, réf. LSO-CU02055. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080134772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2008.

---